

871 (1975-1976)

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

29 AVRIL 1976.

RAPPORT

DU GOUVERNEMENT

sur les mesures prises en vue d'assurer
la mise en œuvre des dispositions
indispensables à l'application de la loi du
30 décembre 1975 sur les fusions
de communes

871 (1975-1976)

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

29 APRIL 1976.

VERSLAG

VAN DE REGERING

nopens de maatregelen genomen om de
uitvoering te waarborgen van de bepalingen
die onontbeerlijk zijn voor de toepassing
van de wet van 30 december 1975 over de
samenvoegingen van gemeenten

LOI DU 30 DECEMBRE 1975 - FUSIONS DE COMMUNES

Rapport du Gouvernement - Ministère de l'Intérieur

Au nom du Gouvernement, et conformément au prescrit de l'article 5 de la loi du 30 décembre 1975, le Ministre de l'Intérieur a l'honneur de faire rapport aux Chambres législatives sur les mesures prises en vue d'assurer la mise en oeuvre des dispositions indispensables à l'application de cette loi, et, en particulier "en ce qui concerne les finances communales, le statut du personnel, ainsi que les pensions de ce secteur, les limites des nouvelles communes et le sort des intercommunales".

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I	: Finances communales	3
CHAPITRE II	: Le statut du personnel et les pensions de ce secteur	6
CHAPITRE III	: Limites des nouvelles communes	14
CHAPITRE IV	: Sort des Intercommunales	15
CHAPITRE V	: Suppression des fédérations périphériques, liquidation	17
CHAPITRE VI	: Mesures de modération	18
CHAPITRE VII	: L'information	19
CHAPITRE VIII	: Composition nouvelle des districts et cantons électoraux Revision de la loi électorale	22
CHAPITRE IX	: Disposition et mesures diverses	26

Annexes : 9

CHAPITRE I - FINANCES COMMUNALES

A. Emprunt de consolidation

Le projet d'Arrêté Royal pris en exécution de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976, relatif aux propositions budgétaires 1975-1976 a été soumis au Conseil des Ministres le 5 avril 1976.

Les conditions et modalités des emprunts que les communes fusionnées, en application de la loi du 30 décembre 1975 ou des précédentes opérations de fusion, peuvent contracter auprès du Crédit Communal de Belgique afin de consolider leur déficit budgétaire, figurent dans le projet d'arrêté.

Les emprunts ont une durée de 20 ans et peuvent prendre cours dès le 1er janvier 1977. Toutes les charges des emprunts sont supportées par un crédit approprié au budget du département de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur ou la députation permanente du conseil provincial pour les communes faisant partie d'une fédération, établit définitivement le déficit qui sert de base à l'emprunt de consolidation. Il s'agit du déficit rectifié du service ordinaire du compte communal pour l'exercice 1975.

Dans l'attente de l'octroi de cet emprunt de consolidation, les communes concernées peuvent obtenir des avances sur base des déficits de 1974. Les intérêts de ces avances sont à charge des communes.

Après une dernière concertation entre les départements des Finances, du Budget, et de l'Intérieur, le projet d'Arrêté Royal sera soumis à la signature du Chef de l'Etat dans la première quinzaine du mois de mai. Entretemps, un système d'avances a déjà été mis au point et certaines communes ont effectivement reçu l'accord du département de l'Intérieur à ce sujet.

Une circulaire ministérielle à l'intention des communes sera publiée dès que l'Arrêté Royal sortira ses effets. L'Avant-projet d'Arrêté Royal figure en annexe 1.

B. Fonds des communes

L'article 78 de la loi du 5 janvier 1976, relative aux propositions budgétaires 1975-1976, remplace le Fonds des communes régionalisé. Chaque Comité Ministériel régional doit communiquer, au plus tard pour le 30 juin 1976, au Ministre de l'Intérieur, une formule de répartition, adaptée à la part du Fonds des communes destinée à la région pour laquelle il est compétent.

Le département de l'Intérieur collabore activement aux travaux de ces comités.

Etant donné que le délai dont ceux-ci disposent est encore loin d'être écoulé, il est impossible de donner dès à présent une description complète des nouveaux systèmes de répartition régionalisée qui remplaceront le système de la loi précitée du 16 mars 1964.

On peut néanmoins préciser à titre d'exemple qu'un groupe de travail institué par le Comité Ministériel Régional flamand s'oriente vers une formule suivant laquelle les communes qui possèdent des caractéristiques semblables sont classées dans une même catégorie, appelée cellule, qui octroie à chaque entité une part calculée sur base de critères en rapport avec les dépenses communales fonctionnelles et établis par cellule.

5.

Ce groupe de travail prévoit également un Fonds d'aide pour les cas particuliers qui ne peuvent être résolus par la formule générale.

CHAPITRE II. - Le statut du personnel et les
pensions de ce secteur.

- A. Le projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975, a été adopté par la Commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants après 19 séances (doc. 782 - Chambre).

Plusieurs amendements ont été introduits et acceptés après une étude très approfondie.

Ce projet de loi est actuellement en discussion en séance publique de la Chambre.

Tel qu'il a été adopté par la Commission de l'Intérieur de la Chambre, le projet de loi en question comporte, à l'égard du personnel communal et du personnel rattaché directement aux institutions locales, les dispositions suivantes.

1. Modifications organiques de la situation existante.

A partir de 1977, les modifications ci-après sont apportées à la loi communale et au Code rural :

- La limite de la population communale jusqu'où les communes sont desservies par des receveurs régionaux est portée de 5.000 à 10.000 habitants.

Au titre de mesure transitoire, les receveurs communaux locaux actuellement en service dans des communes de 5.000 à 10.000 habitants poursuivent leur carrière jusqu'à son terme.

En même temps, les règles relatives à la fixation de la caution à verser par les receveurs communaux locaux et à la répartition des dépenses afférentes aux receveurs régionaux sont modernisées.

- En matière de police communale :

- a) la limite de la population communale au-delà de laquelle le Gouvernement peut créer d'office un emploi de commissaire de police est portée de 5.000 à 10.000 habitants;
- b) la désignation annuelle du commissaire de police en chef est remplacée par l'instauration de la règle de la nomination définitive;
- c) dans les communes où il n'existe pas d'emploi de commissaire de police mais plusieurs emplois de garde-champêtres, il est créé un emploi de garde-champêtre en chef;
- d) l'uniforme, l'équipement et l'armement de la police communale et rurale seront unifiés.

En outre, les règles relatives à la désignation des garde-champêtres et brigadiers champêtres (dénommés à l'avenir Chefs de Brigade) sont modernisées.

Enfin, dans la loi du 23 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, l'âge limite de mise à la retraite est ramené de 70 à 65 ans; cette mesure entre en vigueur le 31 décembre 1976.

2. Mesures particulières applicables au personnel
des communes fusionnées.

Un second volet du projet de loi précité porte un certain nombre de mesures en faveur du personnel des communes qui font l'objet d'une fusion de communes, d'une annexion, voire d'une rectification de limite. Ces règles s'appliquent mutatis mutandis au personnel des commissions d'assistance publique concernées.

Toutes ces mesures tendent à préserver autant que possible les droits acquis des agents qui se trouvaient en service à la veille de ces opérations de restructuration.

a) Limitation du recrutement.

Durant une période maximum de trois ans à compter de l'installation du Conseil communal de la commune issue d'une fusion, l'effectif global du personnel est limité à la somme des cadres du personnel des anciennes communes ou, éventuellement, des parties de territoires, composant la nouvelle fusion.

Il ne peut être dérogé à cette règle que pour certaines entreprises et certains services d'utilité publique. Initialement, il avait été envisagé d'énumérer ces services dans la loi mais, lors des discussions en Commission de l'Intérieur, une préférence générale s'est dégagée en faveur du régime plus souple de l'énumération dans un arrêté royal.

Cet arrêté royal, dont le contenu est virtuellement défini, pourra être pris dès que la présente loi aura été promulguée.

b) Désignation de certains membres du personnel.

Les membres du personnel qui exercent une même fonction dans deux ou plusieurs petites communes faisant l'objet de fusions différentes sont dirigés, dans leur fonction, vers une seule nouvelle commune, qu'ils peuvent, en principe, choisir.

Il est également possible aux communes dont une partie importante du territoire est distraite, de se mettre d'accord par voie de négociations sur la répartition de l'effectif du personnel entre les communes concernées.

c) Position de certains membres du personnel.

Le personnel communal exerçant, à titre accessoire, une fonction communale en cumul avec un emploi à temps plein, que ce soit dans le secteur public ou privé, sera, sauf décision différente du Conseil communal de la nouvelle entité, mis en position d'attente et bénéficiera d'un traitement d'attente égal à son dernier traitement d'activité.

d) Dispositions particulières relatives aux
receveurs régionaux.

D'une part, il est prévu qu'à titre de mesure transitoire, dans les communes fusionnées dont le nombre d'habitants restera inférieur à 10.000 mais où il pourra être procédé à la redésignation du titulaire de la fonction de receveur communal en provenance d'une ancienne commune, ce fonctionnaire pourra rester en place jusqu'au terme de sa carrière.

D'autre part, il est stipulé que dans une nouvelle commune comptant plus de 10.000 habitants mais composée exclusivement de communes desservies antérieurement par un receveur régional, la première désignation sera réservée à un receveur régional : les dépenses supplémentaires qui en résultent seront à charge de l'Etat.

Les receveurs régionaux qui, provisoirement, ne peuvent être affectés à leur tâche communale sont mis à la disposition soit du Ministre de l'Intérieur, lequel peut à son tour les mettre à la disposition des gouverneurs, soit à la disposition du Ministre de la Santé publique.

De cette manière, ces fonctionnaires pourront mettre leur expérience en matière de finances des communes et des commissions d'assistance publique au service des autorités précitées, notamment en vue d'assurer l'encadrement financier des nouvelles entités locales qui naîtront des fusions de communes.

e) Régime de pension.

Alors que, d'une part, il est stipulé que le régime légal de pension prévu par la loi du 25 avril 1934 relative à la pension du personnel communal sera applicable au nouveau personnel à recruter par les communes issues des fusions, le personnel en service est assuré pour sa part de conserver tous les droits acquis que lui confère son régime de pension actuel.

En outre, tous les membres du personnel des communes fusionnées qui, au 1er mars 1977, auront atteint l'âge de 60 ans et compteront 30 ans de services admissibles - une carrière mixte en service public étant également prise en considération - pourront solliciter leur mise à la

retraite anticipée; dans ce cas, leur pension sera calculée comme s'ils étaient restés en service jusqu'à l'âge normal de 65 ans.

Par ailleurs, le projet de loi tend à unifier le régime de pensions des communes issues de fusions, du moins en ce qui concerne le personnel qui sera recruté à l'avenir.

f) Personnel provincial.

L'art. 45 du projet de loi prévoit la reprise du personnel provincial rattaché à des établissements situés sur le territoire de communes qui changent de province par suite de la fusion de communes.

Les mesures d'exécution destinées à préserver les droits du personnel doivent être prises par le Roi.

Puisqu'en pratique il ne s'agit du transfert que d'un seul établissement provincial, à savoir un établissement d'enseignement situé à Seilles, lequel passe de la province de Liège à la province de Namur, l'arrêté d'exécution sera mis au point en collaboration avec le département de l'Education Nationale.

g) Titre honorifique.

Le projet de loi stipule enfin que les fonctionnaires locaux, titulaires de grades dits légaux, qui ne sont pas nommés en la même qualité, pourront porter le titre honorifique de leur ancien grade.

B. Les dispositions de l'art. 8 de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites autorisent le Roi à prendre, par dérogation, à un certain nombre de dispositions légales, des mesures destinées à préserver les droits du personnel des communes ayant fait l'objet de fusions, d'annexions et de rectifications de limites ainsi que ceux du personnel de leurs commissions d'assistance publique.

Afin de pourvoir à l'exécution de cette disposition légale, il s'est avéré nécessaire de prendre tout d'abord des dispositions organiques concernant la nomination des secrétaires et receveurs communaux.

C'est pourquoi le département a élaboré un projet d'arrêté royal organique à prendre sur base de l'art. 84, § 1er, de la loi communale et portant les règles organiques de nomination aux emplois précités, soit par recrutement, soit par promotion.

Il y a lieu de souligner que pour la nomination par voie de recrutement à de tels emplois, les candidats devront notamment satisfaire à l'avenir aux conditions suivantes :

- être porteurs d'un diplôme universitaire, pour les secrétaires et receveurs des communes de plus de 10.000 habitants;
- être porteurs d'un certificat de l'enseignement moyen du degré secondaire supérieur pour les secrétaires des autres communes.

Un autre projet d'arrêté royal, à prendre sur base de l'Art. 8 précité de la loi du 23 juillet 1971 contient, à titre transitoire, des dispositions en faveur du personnel des communes fusionnées et de leurs commissions d'assistance publique.

Ce projet d'arrêté royal, qui a été élaboré par le département de l'Intérieur, en collaboration avec ceux de la Santé publique et de la Famille et de l'Education nationale, garantit à tout le personnel concerné la reprise intégrale par les nouvelles entités, avec maintien absolu de tous les droits existants tels qu'ils résultent des statuts administratif et pécuniaire en vigueur.

Cette mesure garantit plus particulièrement aux porteurs des grades dits légaux (secrétaires, receveurs, commissaires de police, garde-champêtres), une priorité de leur candidature pour une redésignation au même grade dans la nouvelle entité, et ce par dérogation aux conditions organiques fixées par le projet d'arrêté précité à prendre sur base de l'art. 84, § 1er, de la loi communale, à condition qu'ils satisfassent à des conditions minimales quant à la catégorie de leur commune d'origine, eu égard toutefois à la catégorie de la nouvelle commune.

Les deux projets d'arrêté royal ont été soumis à la consultation syndicale à la fin du mois de janvier 1976.

Les syndicats représentatifs ont fait connaître leur avis et dès que le projet de loi n° 782 aura été adopté et promulgué, les deux arrêtés pourront, eux aussi, être publiés.

CHAPITRE III - LIMITES DES NOUVELLES COMMUNES

Par circulaire du 15 avril 1976, le Ministre de l'Intérieur a invité les gouverneurs de provinces à installer une commission provinciale de rectifications de limites.

Un exemplaire de cette circulaire figure en annexe 2.

En résumé, la mission de ces commissions consiste à examiner dans chaque cas les rectifications de limites proposées.

Ces propositions peuvent émaner des communes ou de toute personne ou institution intéressée.

Il est bien entendu qu'il doit s'agir de rectifications "techniques" affectant uniquement des parties de territoire de communes ou, en d'autres termes, de rectifications de limites qui ne modifient pas fondamentalement l'économie générale des fusions.

Ces commissions seront présidées par les gouverneurs de provinces et comprendront des fonctionnaires des gouvernements provinciaux, des départements concernées et d'associations intercommunales intéressées.

Les travaux de ces commissions doivent être terminés pour le 31 décembre 1977.

Bien que certaines réclamations ont déjà été introduites auprès du Ministre de l'Intérieur, il est hautement souhaitable que les communes et tous les intéressés introduisent ou confirment leurs demandes pour le 30 juin 1977 au plus tard, auprès du Président de la commission avec tous les renseignements adéquats.

CHAPITRE IV - SORT DES INTERCOMMUNALES

Le principe de base de la solution envisagée consiste en la reprise par la nouvelle commune de tous les droits et toutes les obligations des anciennes communes vis à vis des associations de communes dont ces dernières font partie. Les communes peuvent cependant, suite à un accord avec les associations de communes dont l'activité s'exerce sur leur territoire, prendre les dispositions nécessaires pour que cette activité soit exercée par une seule association.

En l'absence d'un tel accord, les communes ne peuvent se retirer d'une ou de plusieurs intercommunales qu'à l'expiration de la durée statutaire de l'intercommunale dont le terme est le plus proche ou de la 10^e année après l'installation des conseils communaux issus des élections communales de 1976. Même dans ce cas-ci les communes devront au préalable avoir épuisé toutes les possibilités de négociation en vue d'arriver à un accord avec les intercommunales concernées.

La tutelle administrative prévue conformément à la loi du 1^{er} mars 1922 s'étendra à toutes les décisions de communes et associations de communes prise dans le cadre du projet de loi en question. Toutefois, cette tutelle pourra s'exercer à la lumière d'un avis ou d'une action de concertation d'une commission nationale dont la composition et la compétence seront fixées par voie d'arrêté royal.

Il va de soi que les transmissions d'activité résultant de la mise en application du projet de loi en question seront exemptes du droit proportionnel d'enregistrement relatif aux biens immeubles.

Il est évident également que le même régime est d'application pour ce qui concerne la société nationale de distribution d'eau, les régies ou autres services communaux, les concessions ainsi que pour les territoires communaux qui font l'objet d'une rectification de limite.

CHAPITRE V - SUPPRESSION DES FEDERATIONS PERIPHERIQUES
LIQUIDATION

Les § 2 et 4 de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1975 stipulent que les mesures ayant trait à la liquidation des fédérations périphériques dissoutes et garantissant les droits du personnel, seront prises par arrêté royal.

A cette fin, le département prend en ce moment les dispositions nécessaires afin que les arrêtés royaux nécessaires soient pris en temps opportun.

Ces projets d'arrêté prévoient les mesures suivantes :

1. Liquidation des fédérations dissoutes avec dispositions pour les actifs et passifs et plus particulièrement pour la liquidation des finances et des biens.
2. Règlement des conséquences possibles pour les associations intercommunales.
3. Règlement des conséquences pour les Services d'incendie, notamment la nouvelle répartition en groupes régionaux (voir circulaire en annexe 3).
4. Transfert du personnel vers :
 - le secteur communal (S.I., enlèvement des immondices) ;
 - la province de Brabant ;
 - le Royaume.

CHAPITRE VI - MESURES DE MODERATION

Aussi bien avant qu'après la ratification des fusions de communes, le Ministre de l'Intérieur a incité les autorités locales à se montrer prudentes dans leurs initiatives et décisions susceptibles de faire obstacle ou de nuire à l'organisation, à la situation financière et au bon fonctionnement des nouvelles entités.

Dans cette optique, des instructions ont été successivement publiées le 8 novembre 1974, le 3 avril 1975, le 9 octobre 1975, le 10 octobre 1975, le 17 mars 1976 et le 20 avril 1976. Cette dernière circulaire a été contresignée par les deux Ministres de l'Education Nationale. Les textes de ces 6 circulaires se trouvent en annexe (annexes 4 à 9).

CHAPITRE VII. L'INFORMATION.

L'information du public qui, le 10 octobre prochain, devra voter dans le nouveau cadre communal, constitue certes l'une des tâches essentielles du gouvernement, pour permettre au citoyen de comprendre parfaitement la portée d'une réforme qui le concerne au premier chef.

Au cours de l'opération de fusion proprement dite, l'information la plus large a été diffusée au fur et à mesure que la consultation des conseils communaux et députations permanentes se poursuivait. Des conférences de presse ont ponctué chaque phase de consultation à commencer par celle du 9 septembre 1974 qui constitua le coup d'envoi de l'opération. La presse écrite et radio-télévisée y a fait un large écho. Les plans soumis à la consultation, les réactions en sens divers des communes et leurs éventuelles contrepropositions ainsi que les plans définitifs ont paru dans la presse tout entière en temps utile. Une communication gouvernementale radio-télévisée du Ministre de l'Intérieur contribua à étendre la consultation à toute la population. Le public a donc été largement informé du déroulement de l'opération, tant dans sa phase préparatoire que lors des débats parlementaires.

Néanmoins, pour compléter cette information et expliciter les mesures complémentaires indispensables au parachèvement de l'oeuvre de fusion, un Livre Blanc sera publié et présenté au public à la fin du mois de mai.

Ce Livre Blanc comportera 7 chapitres :

- l'historique
- la philosophie et la motivation
- "avant et après", regroupant toutes les données chiffrées comparatives
- les mesures complémentaires ; telles que mesures financières, personnel communal, biens communaux, intercommunales, révision de la loi électorales, signalisation routière et numérotation postales, etc...
- questions et réponses
- la nouvelle administration communales, traitant des tâches qui attendent la nouvelle administration dans le cadre d'une autonomie élargie.

Cet ouvrage sera remis aux membres du Parlement et diffusé le plus largement possible dans l'opinion, par voies de média, dans les écoles et directement dans le public.

Le Livre Blanc n'est que le premier volet de cette campagne d'information qui va précéder la mise en place des nouveaux conseils communaux le 1er janvier 1977. En effet, le Ministère de l'Intérieur prépare activement, en collaboration avec l'Union des Villes et Communes Belges, un vade-mecum pratique destiné aux mandataires communaux. Ce dernier fournira les détails techniques les plus fouillés en donnant toute information nécessaire aux mandataires et aux administrations qui seront confrontés à de nombreux problèmes nouveaux et complexes.

Pour compléter cette information , une petite brochure de vulgarisation , illustrée, sera largement diffusée afin de répondre brièvement aux questions élémentaires. Cette brochure sera terminée dans le courant du mois de juin.

Enfin, le Département envisage de publier avec le concours d'Inbel, un fascicule expliquant aux électeurs les données techniques applicables pour la première fois au scrutin d'octobre.

CHAPITRE VIII. COMPOSITION NOUVELLE DES CANTONS ET
DISTRICTS ELECTORAUX.
REVISION DE LA LOI ELECTORALE.

A. Composition nouvelle des cantons et districts électoraux.

Il est indispensable de mettre les cantons et les districts électoraux en concordance avec les nouvelles entités communales résultant des fusions. Le Gouvernement a soumis au Conseil des Ministre le texte d'un projet de loi réalisant cet objectif.

Les Ministres d'abord et le Parlement ensuite se prononceront au départ d'un double choix. Ou bien les cantons et les districts électoraux sont restructurés exclusivement et uniquement en fonction des fusions, ou bien on profite de l'occasion pour restructurer ces circonscriptions électorales de façon plus rationnelle et plus harmonieuse, notamment en équilibrant mieux la population des différents cantons et districts. Un plan a été établi qui matérialise ces projets. Le nombre des cantons est réduit de 214 à 114 et celui des districts de 106 à 61. Seul l'arrondissement électoral de Bruxelles n'a subi dans ce projet aucune modification, une éventuelle restructuration ayant automatiquement des aspects communautaires.

La fusion anversoise étant postposée jusqu'aux élections communales de 1982, ce n'est qu'après le 1er janvier 1983 que le nouveau conseil communal d'Anvers sera installé. Le projet prévoit qu'un Arrêté Royal réglera avant cette date la situation particulière de cette entité au point de vue cantons et districts.

B. Réforme de la loi électorale.

Puisque les fusions de communes exigent de redessiner la carte électorale de la Belgique, c'est-à-dire notamment, ainsi qu'il est exposé ci-dessus, la répartition nouvelle du territoire en cantons et districts électoraux l'occasion était ainsi offerte de faire aboutir un travail assez vaste de révision de nos lois électorales. Ce travail avait été entrepris depuis plusieurs années mais ne progressait pas facilement parce que de graves problèmes politiques - tels la représentation des cantons de l'Est, apparentements etc... - y étaient inclus.

Il fut alors décidé de poursuivre le projet de loi en ses aspects techniques et de permettre de la sorte d'uniformiser et de simplifier nos diverses lois électorales, savoir le code électoral, la loi électorale provinciale, la loi électorale communale et la loi concernant les élections d'agglomérations, de moderniser le système pour permettre l'utilisation de techniques plus modernes, d'apporter des améliorations techniques en vue de faciliter le déroulement des opérations électorales et enfin de rapprocher la législation électorale de l'électeur et sauvegarder au maximum les droits de celui-ci.

Cet important projet a été discuté au cours de nombreuses séances de la Commission de l'Intérieur du Sénat et adopté par la Haute Assemblée le 25 mars 1976. Il vient d'être envoyé à la Chambre des Représentants.

Modifications principales du projet :

a.- en ce qui concerne le code électoral :

- extension de la qualité d'électeur (acquise dorénavant par la naturalisation ordinaire et par les femmes mariées à un belge sans condition de durée de résidence) ;

- revision complète de système d'exclusions, de déchéances et de suspensions de la qualité d'électeur en alignant les principes notamment sur les nouvelles orientations du droit pénal ;
- remplacement des listes électorales par le registre des électeurs ce qui permettra l'utilisation des techniques modernes, une tenue plus simple avec des revisions plus fréquentes et des procédures de recours plus rapides ;
- la répartition des électeurs ainsi que la composition et le fonctionnement des collèges électoraux ont été conçus de manière plus rationnelle ;
- les opérations électorales elles-mêmes ont également été repensées : c'est ainsi que la procédure de parrainage des candidatures a été simplifiée, que le sigle des partis politiques - avec protection légale de ce sigle - pourra dorénavant être apposé sur les bulletins de vote à côté des numéros, que le remboursement des frais de déplacement des électeurs a été élargi, que les listes de candidats suppléants ont été supprimées, que le vote par procuration a été élargi alors que le vote à l'armée et le vote par correspondance ont été supprimés, etc...
- les conditions d'éligibilité, la date des élections, les instructions à l'électeur ont également été revues.

b. - en ce qui concerne les élections provinciales :

Il y a lieu de transposer ici la plupart des modifications du code électoral en ce qui concernent notamment l'adjonction du sigle, le parrainage des listes effectué ici par 3 conseillers provinciaux sortants, etc...

c.- en ce qui concerne les élections simultanées
pour les chambres législatives et les conseils
provinciaux.

La loi de 1949 qui organise la simultanéité de
ces élections a été revue dans plusieurs de ses
dispositions.

d.- en ce qui concerne la loi électorale communale :

Les adaptations du code électoral ont ici
également de multiples répercussions. Il faut
ajouter :

- que la liste des électeurs communaux sera
dressée par le collège des bourgmestre et
échevins le 1er août de l'année durant laquelle
le renouvellement habituel des conseils com-
munaux a lieu ;
- que les dispositions ont été insérées pour
rendre impossibles les doubles candidatures ;
- que le panachage a été supprimé tout en main-
tenant la possibilité du vote multiple ;
- que des modifications ont été apportées afin
de diminuer le nombre des réclamations contre
l'élection et d'accélérer la procédure de
validation ou d'invalidation de ces élections.
C'est ainsi que les élections ne pourront
plus être annulées par la députation permanen-
te que sur base d'irrégularités qui modifient
la répartition des sièges entre les différentes
listes.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS ET MESURES DIVERSES

a) Commissaires d'arrondissement

Il est évident que la restructuration communale intervenue, et notamment la disparition de bon nombre de petites communes, implique une redéfinition des tâches confiées aux Commissaires d'arrondissement. Un projet de loi devra fixer le statut futur de ces fonctionnaires, le texte est actuellement à l'examen.

b) Nouvelle classification des communes en fonction des chiffres de population

En vue de déterminer le nombre de conseillers et d'échevins à attribuer à chaque entité communale, le département de l'Intérieur a établi la nouvelle classification des communes sur base des chiffres de population arrêtés au 31 décembre 1970 et rectifiés le cas échéant sur base des chiffres de la pénultième et de l'antépénultième année, conformément aux règles fixées par l'article 19 de la loi communale. L'arrêté de classification sera publié dans le courant du mois de mai.

c) Nouvelle classification fiscale des communes

L'importance de la population des communes ayant des incidences de caractère fiscal, notamment en ce qui concerne l'impôt sur les revenus, il est nécessaire d'établir une nouvelle classification fiscale des communes. Le Ministre des Finances élabore les textes nécessaires à l'adaptation de cette classification.

d) Révision de la réglementation sur les charges d'entretien des cours d'eau non navigables

La dimension des communes ayant des répercussions sur les charges d'entretien incombant aux communes, il est nécessaire d'adapter la législation actuelle pour éviter l'accroissement desdites charges pour les nouvelles entités. Le Conseil des Ministres a marqué son accord sur un projet de loi modifiant cette législation, qui sera soumis incessamment à l'approbation du Parlement.

e) Règlement sur l'identification des localités et la signalisation routière

Les Ministres des Travaux publics, des Communications et de l'Intérieur veilleront, tant dans un but psychologique que pratique, au maintien de l'identification des localités telle qu'elle existe actuellement.

f) Modification des articles 84 et 87 de la loi communale

Dans le cadre de la déconcentration et de la décentralisation administratives qui doivent aller de pair avec le renforcement de l'autonomie communale, le Gouvernement a marqué son accord sur un projet de loi modifiant les articles 84 et 87 de la loi communale.

Ce projet de loi a été approuvé le 22 avril 1976 par la Commission de l'Intérieur du Sénat et sera soumis incessamment au vote du Parlement.

Son objet essentiel est d'accroître la compétence que le Gouverneur possède, d'une part, en matière de tutelle d'approbation des cadres du personnel communal et, d'autre part, en matière de tutelle générale d'annulation des actes des autorités communales.

Si le projet ne contient pas à proprement parler une réforme de la tutelle, il apporte cependant un élément nouveau et très important dans les modalités d'exercice de cette tutelle en ce qui concerne l'article 84 de la loi communale.

Actuellement, la loi ne prescrit à l'autorité de tutelle aucun délai, ni pour se prononcer sur la délibération qui lui est soumise, ni pour faire connaître sa décision à l'autorité communale.

Le projet de loi propose d'imposer à l'autorité supérieure un délai de rigueur pour prendre position et pour faire connaître sa décision.

Cette disposition nouvelle rencontre les critiques venant des autorités communales qui voient dans le système actuel une atteinte à leur autonomie.

g) Initiatives parlementaires

Le Gouvernement a souscrit à certaines initiatives émanant de Membres du Parlement et s'inscrivant dans le cadre de la réforme communale.

Citons notamment la loi modifiant les articles 3 et 4 de la loi communale fixant le nombre d'échevins et de conseillers, les dispositions relatives aux pensions des mandataires communaux, celles concernant le traitement des bourgmestres et échevins et d'autres ayant trait à l'octroi du titre honorifique pour certaines fonctions.

1/1

Wet van 30 december 1975 - Samenvoegingen van gemeenten.

VERSLAG VAN DE REGERING. -

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 van de wet van 30 december 1975, heeft de Minister van Binnenlandse Zaken de eer, namens de regering, verslag aan de Wetgevende Kamers uit te brengen nopens de maatregelen genomen om de uitvoering te waarborgen van de bepalingen die onontbeerlijk zijn voor de toepassing van deze wet en inzonderheid met betrekking tot de gemeentefinanciën, het statuut van het personeel, de pensioenen van die sector, de grenzen van de nieuwe gemeenten en het lot van de intercommunale verenigingen.

./.

INHOUD

- HOOFDSTUK I	Gemeentefinanciën	blz. 2
- HOOFDSTUK II	Rechtstoestand van het personeel en pensioenen van deze sector	blz. 4
- HOOFDSTUK III	Grenzen van de nieuwe gemeenten	blz. 12
- HOOFDSTUK IV	Lot van de Intercommunale Verenigingen	blz. 13
- HOOFDSTUK V	Afschaffing van de randfederaties - Liquidatie	blz. 15
- HOOFDSTUK VI	Matigheidsmaatregelen	blz. 16
- HOOFDSTUK VII	Informatie	blz. 17
- HOOFDSTUK VIII	Nieuwe samenstelling van de kieskantons en -districten Herziening van de kieswet	blz. 19
- HOOFDSTUK IX	Diverse bepalingen en maatregelen	blz. 22

Bijlagen 9

HOOFDSTUK I. - GEMEENTEFINANCIËN.

A. Consolidatielening.

Het ontwerp van koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 77 van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 werd op 5 april 1976 aan de Ministerraad voorgelegd.

De voorwaarden en modaliteiten van de leningen, welke de samengevoegde gemeenten, bij toepassing van de wet van 30 december 1975 of van de voorgaande fusieverrichtingen, bij het Gemeentekrediet van België kunnen aangaan om hun begrotingstekort te consolideren, zijn in het ontwerp van besluit opgenomen.

De leningen hebben een duur van 20 jaar en kunnen ingaan vanaf 1 januari 1977. Alle lasten van de leningen worden gedragen door een passend krediet op de begroting van het departement van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken of de bestendige deputatie van de provincieraad voor de gemeenten die tot een federatie behoren, stelt definitief het tekort vast dat tot basis dient voor de consolidatielening. Het betreft het geredificeerd tekort van de gewone dienst van de gemeenterekening voor het dienstjaar 1975.

In afwachting van de toekenning van die consolidatielening, kunnen de betrokken gemeenten voorschotten bekomen op basis van de tekorten van 1974. De interesten van die voorschotten zijn ten laste van de gemeenten.

Na een laatste overleg tussen de departementen van Financiën, Begroting en Binnenlandse Zaken, zal het

ontwerp van koninklijk besluit in de eerste helft van de maand mei aan het Staatshoofd ter ondertekening worden voorgelegd. Intussen werd reeds een voorschottensysteem uitgewerkt en hebben sommige gemeenten dienaangaande reeds het akkoord van het departement van Binnenlandse Zaken gekregen. Zodra het koninklijk besluit van kracht wordt zal een ministeriële omzendbrief ten behoeve van de gemeenten worden bekendgemaakt. Het voorontwerp van koninklijk besluit gaat hierbij. (bijlage 1)

B. Gemeentefonds.

Artikel 78 van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 vervangt het bij de wet van 16 maart 1964 ingestelde Gemeentefonds door een geregionaliseerd Gemeentefonds. Elk Gewestelijk Ministercomité moet uiterlijk 30 juni 1976 aan de Minister van Binnenlandse Zaken een verdeelsleutel meedelen die is aangepast aan het aandeel van het Gemeentefonds dat bestemd is voor het gewest waarvoor het Comité bevoegd is.

Het departement van Binnenlandse Zaken verleent zijn actieve medewerking bij de werkzaamheden van die comités.

Aangezien de termijn waarover zij beschikken op verre na nog niet is verstreken, is het onmogelijk nu reeds een volledige beschrijving te geven van de nieuwe systemen van geregionaliseerde verdeling die het systeem van de vorenvermelde wet van 16 maart 1964 zullen vervangen. Niettemin kan als voorbeeld worden aangeduid dat een door het Vlaams Gewestelijk Ministercomité ingestelde werkgroep tendeert naar een formule volgens welke de gemeenten, die gelijkaardige kenmerkingen vertonen, worden ondergebracht in een zelfde klasse, cel genaamd, die aan elke entiteit een aandeel toekent berekend op basis van maatstaven die in verhouding tot de functionele gemeente-uitgaven zijn en die per cel zijn vastgesteld.

Die werkgroep denkt eveneens aan een Hulpfonds voor de bijzondere gevallen die niet volgens de algemene formule kunnen worden opgelost.

HOOFDSTUK II.

Rechtstoestand van het personeel en pensioenen van deze sector.

A. Het wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de Wet van 30 december 1975, is na 19 vergaderingen door de Commissie voor Binnenlandse Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd (dok. 782 - Kamer)

Verscheidene amendementen werden ingediend en na een grondig onderzoek aanvaard.

Dit ontwerp van wet is thans in behandeling in openbare vergadering van de Kamer.

Zoals bedoeld wetsontwerp door de commissie van Binnenlandse Zaken van de Kamer werd goedgestemd, houdt dit volgende maatregelen in met betrekking tot het gemeentepersoneel en het rechtstreeks bij de plaatselijke instellingen betrokken personeel.

1. Organieke wijzigingen aan de bestaande toestand

Vanaf 1977 worden volgende vernieuwingen in de Gemeentewet en het Veldwetboek doorgevoerd :

- De grens van de gemeentelijke bevolking, tot dewelke de gemeenten worden bediend door gewestelijke ontvangers, wordt opgetrokken van 5.000 tot 10.000 inwoners.

Als overgangsmaatregel blijven de huidige plaatselijke gemeenteontvangers in gemeenten met 5.000 tot 10.000 inwoners hun loopbaan verder uitdoen.

Meteen worden de regelen in verband met de vaststelling van de waarborg van de plaatselijke gemeenteontvangers, alsook met de omslag van de aanrekening van de kosten van de gewestelijke ontvangers gemoderniseerd.

- Inzake gemeentepolitie wordt :

- a) de grens van de gemeentelijke bevolking, boven dewelke door de regering ambtshalve een betrekking van politiecommissaris kan worden ingesteld, opgetrokken van 5.000 tot 10.000 inwoners;
- b) de jaarlijkse aanstelling van de hoofdcommissaris van politie vervangen door de instelling van de regel der definitieve benoeming;
- c) in de gemeenten, waar meer dan één betrekking van veldwachter en geen betrekking van politiecommissaris bestaat, het ambt van hoofdveldwachter ingevoerd;
- d) in eenheid inzake het uniform, de uitrusting en de bewapening van de gemeente- en de veldpolitie voorzien.

Meteen worden de regelen inzake de aanstelling van veldwachters en veldbrigadiers, - die voortaan brigadechefs zullen worden genoemd - gemoderniseerd.

Tenslotte wordt in de wet van 23 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel de uiterste leeftijd van inruststelling van 70 op 65 jaar gebracht; deze maatregel gaat in op 31 december 1976.

2. Bijzondere maatregelen voor het personeel van samengevoegde gemeenten

Een tweede luik van voornoemd wetsontwerp treft een aantal maatregelen ten gunste van het personeel van de gemeenten, die het voorwerp uitmaken van een samenvoeging van gemeenten, van een aanhechting of zelfs van een grenscorrectie. Deze regelen gelden mutatis mutandis ook voor het personeel van de betrokken commissies van openbare onderstand.

Al deze maatregelen strekken er toe de verworven rechten van de aan de vooravond van deze herstructureringsoperaties in dienst zijnde personeelsleden in de breedst mogelijk zin te vrijwaren.

a) Beperking van de werving.

Uiterlijk gedurende een periode van drie jaar vanaf de installatie van de gemeenteraad in de uit samenvoeging ontstane gemeente, wordt de globale personeelssterkste beperkt tot de som van de personeelskaders van de samenstellende oude gemeenten, of eventueel gebiedsdelen.

Van deze regel kan slechts afgeweken worden voor bepaalde-bedrijven en nutsdiensten. Oorspronkelijk lag het in de bedoeling deze diensten in de wet op te sommen, doch bij de besprekingen in de commissie voor Binnenlandse Zaken ging de algemene voorkeur naar een vlottere regeling door de opsomming in een koninklijk besluit.

Dit koninklijk besluit, waarvan de inhoud virtueel gereed is, zal genomen kunnen worden zodra onderhavige wet uitgevaardigd zal zijn.

b) Aanwijzing van sommige leden van het personeel.

De personeelsleden die eenzelfde ambt uitoefenen in twee of meer, uiteraard kleine gemeenten, die bij verschillende samenvoegingen betrokken zijn, worden in hun ambt naar één enkele nieuwe gemeente georiënteerd, principieel op basis van vrije keuze.

Ook wordt in de mogelijkheid voorzien om, op grond van onderhandelingen tussen de belanghebbende gemeenten, het personeelsbestand van gemeenten, waarvan een belangrijk deel van het grondgebied afgescheiden wordt, onderling te verdelen.

c) Stand van sommige leden van het personeel.

Het gemeentepersoneel dat een gemeentelijke bijfunctie uitoefent in cumul met een full-time betrekking elders, hetzij in de openbare hetzij in de private sector, zal, behoudens een andersluidende regeling vanwege de gemeenteraad van de nieuwe gemeentelijke entiteit, in wachtstand geplaatst worden met wachtgeld gelijk aan zijn laatste activiteitswedde.

d) Bijzondere bepalingen voor de gewestelijke ontvangers.

Enerzijds wordt voorzien dat, bij wijze van overgangsmaatregel, ook in fusiegemeenten, die beneden 10.000 inwoners blijven, doch waar tot de herbenoeming van de titularis van het ambt van gemeenteontvanger uit een vroegere gemeente kan worden overgegaan, deze ambtenaar kan aanblijven voor de duur van zijn loopbaan.

Anderzijds wordt gestipuleerd dat in een nieuwe gemeente met meer dan 10.000 inwoners, doch uitsluitend samengesteld uit gemeenten, die vroeger door een gewestelijke ontvanger werden bediend, voor de eerste maal nog een gewestelijke ontvanger wordt aangesteld : de bijkomende kosten die hieruit voortvloeien vallen ten laste van de Staat.

De gewestelijke ontvangers, die tijdelijk niet in hun gemeentelijke taak kunnen worden aangesteld worden ter beschikking gesteld hetzij van de Minister van Binnenlandse Zaken, die ze op zijn beurt ter beschikking van de provinciegouverneurs kan stellen, hetzij van de Minister van Volksgezondheid.

Op deze manier kunnen deze ambtenaren hun ervaring inzake de financiën van gemeenten en commissies van openbare onderstand ten dienste van voornoemde overheden stellen onder meer voor de financiële begeleiding van de nieuwe plaatselijke entiteiten die uit de fusies van gemeenten zullen ontstaan.

e) Pensioenregeling.

Waar enerzijds voor het nieuw aan te werven personeel van de fusiegemeenten gestipuleerd wordt dat het wettelijk pensioenstelsel, bedoeld door de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenen van het gemeentepersoneel van kracht zal zijn, wordt anderzijds aan het in dienst zijnde personeel het behoud van alle verworven rechten, welke hun huidig pensioenstelsel hun verleent, gegarandeerd.

Bovendien zullen alle personeelsleden van samengevoegde gemeenten, die op 1 maart 1977 de leeftijd van 60 jaar bereikt zullen hebben, en 30 jaar nuttige dienst - ook met een gemengde loopbaan in openbare dienst - zullen tellen, de vervroegde inruststelling mogen aanvragen; hun pensioen zal desgevallend berekend worden alsof zij tot op de normale leeftijd van 65 jaar in dienst waren gebleven;

Verder strekt het wetsontwerp er toe het pensioenstelsel van de uit samenvoeging ontstane gemeenten desgevallend eenvormig te maken, althans wat het voor de toekomst aan te werven personeel betreft.

f) Provinciepersoneel.

Art. 45 van het wetsontwerp voorziet in de overname van provinciepersoneel, verbonden aan provinciale instellingen gelegen op het grondgebied van gemeenten dat ingevolge de samenvoeging van gemeenten, van provincie verandert.

De uitvoeringsmaatregelen ter vrijwaring van de rechten van het personeel dienen door de Koning te worden genomen.

Daar het hier in de praktijk slechts om de overdracht van één enkele provinciale instelling gaat, namelijk een onderwijsinrichting te Seilles, die van de provincie Luik naar de provincie Namen overgaat, wordt het uitvoeringsbesluit in samenwerking met het departement van Nationale Opvoeding voorbereid.

g) Eretitel.

Het wetsontwerp stipuleert ten slotte dat aan de lokale ambtenaren, houders van een zogenaamde wettelijke graad, die in dergelijke graad niet herbenoemd kunnen worden, de eretitel van hun vroegere graad zullen mogen voeren.

B. De bepalingen van art. 8 van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen machtigen de Koning ertoe, in afwijking van een aantal wettelijke bepalingen, maatregelen te treffen ter vrijwaring van de rechten van het personeel van de bij samenvoegingen, aanhechtingen en grenscorrecties betrokken gemeenten en van hun commissies van openbare onderstand.

Om tot de uitvoering van deze wettelijke bepaling te kunnen overgaan bleek het noodzakelijk eerst ook organieke bepalingen inzake de benoeming van gemeentesecretarissen en -ontvangers te nemen.

Derhalve werd door het departement een organiek ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt, te nemen op grond van art. 84 § 1 van de gemeentewet, en waarbij de organieke regelen voor de benoeming tot voornoemde ambten, hetzij bij werving, hetzij bij bevordering, worden vastgelegd.

Er zij aangestipt dat voor de benoeming bij werving voor de titularissen van dergelijke ambten in de toekomst onder meer volgende eisen gesteld zullen worden :

- een universitair diploma voor secretarissen en ontvangers in gemeenten met meer dan 10.000 inwoners;
- een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs voor secretarissen in de andere gemeenten.

Een ander ontwerp van koninklijk besluit, te nemen op grond van voornoemd art. 8 van de wet van 23 juli 1971, houdt als overgangsmaatregel, gunstbepalingen in ten behoeve van het personeel van samengevoegde gemeenten en van hun commissies van openbare onderstand.

Dit ontwerp van koninklijk besluit, dat door het departement van Binnenlandse Zaken in samenwerking met de departementen van Volksgezondheid en Gezin en van Nationale Opvoeding werd voorbereid, garandeert voor al het betrokken personeel de integrale overneming door de nieuwe entiteiten met het volle behoud van alle bestaande rechten die uit het huidige administratief en geldelijk statuut voortvloeien.

Meer in het bijzonder waarbort zij voor de houders van de zogenaamde wettelijke graden (secretarissen, ontvangers, politiecommissarissen, veldwachters) een prioritaire kandidatuur voor een herbenoeming in eenzelfde graad in de nieuwe entiteit, in afwijking van de organieke vereisten gesteld door het hiervoren vermelde ontwerp van besluit, te nemen op grond van art. 84 § 1 van de gemeentewet, doch mits voldaan zij aan minimale voorwaarden van klasse van gemeente van herkomst, enigszins in verhouding met de klasse van de nieuwe gemeente.

Beide ontwerpen van koninklijk besluit werden einde januari 1976 aan de syndicale raadpleging onderworpen. De representatieve vakbonden hebben hun advies uitgebracht, en zodra het ontwerp van wet nr. 782 goedgestemd en uitgevaardigd zal zijn, kunnen beide besluiten ook het licht zien.

HOOFDSTUK III. - GRENZEN VAN DE NIEUWE GEMEENTEN -

Bij omzendbrief van 15 april 1976 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken de provinciegouverneurs verzocht een provinciale commissie voor grenscorrecties te installeren. .

Een exemplaar van bedoelde omzendbrief gaat hierbij (bijlage 2).

Samengevat, is de taak van die commissies in elk bijzonder geval de voorgestelde grenscorrecties te onderzoeken. Die voorstellen kunnen uitgaan van de gemeenten of van iedere betrokken persoon of instelling.

Het is wel te verstaan dat het moet gaan om "technische" correcties die uitsluitend betrekking hebben op gebiedsdelen van gemeenten of, met ander woorden, om grenscorrecties die de algemene opzet van de fusies niet fundamenteel wijzigen.

Die commissies worden voorgezeten door de provinciegouverneurs en omvatten ambtenaren van de provinciale gouvernementen, van de betrokken departementen en van belanghebbende intercommunale verenigingen.

De werkzaamheden van die commissies moeten tegen 31 december 1977 beëindigd zijn.

Hoewel sommige klachten reeds bij de Minister van Binnenlandse Zaken werden ingediend, is het uiterst wenselijk dat de gemeenten hun aanvragen uiterlijk op 30 juni 1977 bij de voorzitter van de commissie indienen of bevestigen met alle passende inlichtingen.

HOOFDSTUK IV. - LOT VAN DE INTERCOMMUNALE VERENIGINGEN

Het basisprincipe van de overwogen oplossing bestaat in de overneming, door de nieuwe gemeente, van alle rechten en verplichtingen van de vroegere gemeenten jegens de verenigingen van gemeenten waarvan deze laatste deel uitmaken. Nochtans kunnen de gemeenten, ingevolge een akkoord met de verenigingen van gemeenten wier activiteit op hun grondgebied wordt uitgeoefend, de maatregelen nemen die nodig zijn opdat die activiteit door één enkele vereniging wordt uitgeoefend.

Bij gemis van een dergelijk akkoord, mogen de gemeenten zich pas uit een of meer intercommunale verenigingen terugtrekken bij het verstrijken van de statutaire duur van de intercommunale vereniging, die het eerst afloopt of van het 10de jaar na de installatie van de gemeenteraden ontstaan uit de gemeenteraadsverkiezingen van 1976. Zelfs in dat geval zullen de gemeenten vooraf alle onderhandelingsmogelijkheden om tot een akkoord met de betrokken intercommunale verenigingen te komen, moeten hebben uitgeput.

De administratieve voogdij voorzien overeenkomstig de wet van 1 maart 1922 wordt uitgebreid tot alle beslissingen van gemeenten en verenigingen van gemeenten welke in het kader van befrokkten wetsontwerp worden genomen. Die voogdij zal echter mogen worden uitgeoefend in het licht van een advies of van een overlegactie van een nationale commissie waarvan de samenstelling en de bevoegdheid bij wege van koninklijk besluit zullen worden vastgesteld.

Het spreekt vanzelf dat de overdrachten van activiteiten die voortspruiten uit de toepassing van het betrokken wetsontwerp vrijgesteld zullen zijn van het evenredig registratierecht betreffende de onroerende goederen.

Het ligt voor de hand dat dezelfde regeling eveneens toepasselijk is ten aanzien van de nationale maatschappij der waterleidingen, de gemeentebedrijven of andere gemeentelijke diensten, de concessies alsmede voor de gemeentegebieden die het voorwerp van een grenscorrectie zijn.

HOOFDSTUK V.- AFSCHAFFING VAN DE RANDFEDERATIES - LIQUIDATIE

De §§ 2 en 4 van art. 2 van de wet van 30 december 1975 stipuleren dat bij koninklijk besluit de nodige maatregelen zullen worden genomen omtrent de liquidatie van de opgeheven randfederaties en omtrent de vrijwaring van de rechten van hun personeel.

Te dien einde worden momenteel door het departement de nodige schikkingen getroffen opdat tijdig de vereiste koninklijke besluiten genomen zullen worden.

Deze ontwerpen van besluiten voorzien in de volgende regelingen :

1. Liquidatie van de opgeheven federaties, met regelingen voor de activa en de passiva en meer bepaald voor de afwikkeling van de financiën en de goederen.
2. Regeling van de mogelijke gevolgen voor de intercommunale verenigingen.
3. Regeling van de gevolgen voor de brandweer, met name de herindeling van de gewestelijke groepen (zie omzendbrief in bijlage 3).
4. Overheveling van het personeel naar :
 - de gemeentelijke sector (brandweer, huisvuilophaling) ;
 - de provincie Brabant ;
 - het Rijk.

HOOFDSTUK VI - MATIGHEIDSMAAATREGELEN.

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft zowel vóór als na de bekrachtiging van de samenvoegingen van gemeenten de lokale besturen aangezet blijk te geven van omzichtigheid in hun initiatieven en beslissingen welke de organisatie, de financiële toestand en de goede werking van de nieuwe entiteiten kunnen hinderen of schaden.

Met het oog daarop werden achtereenvolgens op 8 november 1974, 3 april 1975, 9 oktober 1975, 10 oktober 1975, 17 maart 1976 en 20 april 1976 onderrichtingen bekendgemaakt. De laatstvermelde omzendbrief werd medeondertekend door de twee Ministers van Nationale Opvoeding. De teksten van die 6 omzendbrieven zijn hierbijgevoegd. (bijlagen 4 tot 9).

HOOFDSTUK VII - INFORMATIE.

De informatie van het publiek dat op 10 oktober e.k. in het nieuwe gemeentekader zal moeten stemmen, is beslist een van de voorname taken van de regering om het de burger mogelijk te maken de draagwijdte te begrijpen van een hervorming die hem in de eerste plaats aangaat.

Tijdens de eigenlijke fusieverrichting werd de ruimste informatie gegeven naarmate de raadpleging van gemeenteraden en bestendige deputaties vorderde. Persconferenties hebben elke raadplegingsfase be- licht, te beginnen met die van 9 september 1974 die de start van de operatie was. De geschreven pers en de radio en televisie hebben er ruime aandacht aan gewijd. De aan de raadpleging voorgelegde plannen, de reacties in verschillende richting van de gemeenten en hun eventuele tegenvoorstellen alsmede de definitieve plannen zijn te gelegener tijd in de gehele pers verschenen. Een regeringsmededeling via radio en tele- visie van de Minister van Binnenlandse Zaken droeg ertoe bij de raadple- ging tot de gezamenlijke bevolking uit te breiden. Het publiek werd dus ruimschoots voorgelicht over het verloop van de verrichting zowel tij- dens de voorbereidende fase ervan als bij de parlementaire werkzaamheden.

Ter aanvulling en verduidelijking van de bijkomende maatregelen die onontbeerlijk zijn voor de voltooiing van het fusiewerk, zal niette- min een Witboek gepubliceerd en aan het publiek voorgesteld worden op het einde van de maand mei.

Dat Witboek omvat 7 hoofdstukken :

- de wordingsgeschiedenis
- de opzet en de motivatie
- "vóór en na", met alle vergelijkende cijfergegevens
- de bijkomende maatregelen zoals financiële maatregelen, gemeentepersoneel, gemeentegoederen, intercommunale verenigingen, herziening van de kieswet, verkeerssignalisatie, de postnummers van plaatsen enz.
- vragen en antwoorden
- het nieuwe gemeentebestuur en de taken die weggelegd zijn voor het nieuwe bestuur in het raam van een verruimde autonomie.

Dat werk zal aan de Parlementsleden overhandigd en zo ruim mogelijk verspreid worden via de massa-media, in de scholen en rechtstreeks onder het publiek.

Het Witboek is slechts het eerste luik van die informatiecampagne die aan de installatie van de nieuwe gemeenteraden op 1 januari 1977 voorafgaat. Het Ministerie van Binnenlandse Zaken, in samenwerking met de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, is thans druk bezig met de voorbereiding van een praktisch vademecum bestemd voor de gemeentemandatarissen. Daarin zullen de meest technische bijzonderheden worden verstrekt samen met elke inlichting die nodig is voor de mandatarissen en de besturen die met talrijke nieuwe en ingewikkelde problemen zullen worden geconfronteerd.

Volledigheidshalve zal een kleine geïllustreerde vulgariserende brochure op ruime schaal worden verspreid ten einde bondig antwoord te verstrekken op de elementaire vragen. Die brochure zal in de loop van de maand juni klaar zijn.

Ten slotte ligt het in de bedoeling van het Departement, in samenwerking met Inbel, een boekje uit te geven waarin aan de kiezers de technische gegevens worden uitgelegd welke voor het eerst toepassing zullen vinden bij de gemeenteraadsverkiezingen in oktober e.k.

HOOFDSTUK VIII - NIEUWE SAMENSTELLING VAN DE KIESKANTONS EN -DISTRICTEN.
HERZIENING VAN DE KIESWET.

A. Nieuwe samenstelling van de kieskantons en -districten.

Het is onontbeerlijk de kieskantons en -districten in overstemming te brengen met de nieuwe gemeentelijke entiteiten die uit de samenvoegingen zijn ontstaan. De regering heeft aan de Ministerraad de tekst van een wetsontwerp tot het bereiken van dat oogmerk voorgelegd.

Eerst zullen de Ministers, dan het Parlement, zich uitspreken uitgaande van een dubbele keuze. Ofwel worden de kieskantons en de kiesdistricten uitsluitend en enkel geherstructureerd volgens de samenvoegingen, ofwel maakt men van de gelegenheid gebruik om die kiesgebieden op rationeler en harmonischer wijze te herstructureren, meer bepaald door de bevolkingcijfers van de kantons en districten beter in evenwicht te brengen. Er is een plan uitgewerkt dat die oogmerken concretiseert. Het aantal kantons wordt van 214 tot 114 en dat van de districten van 106 tot 61 teruggebracht. Enkel het kiesarrondissement Brussel heeft in dat ontwerp geen wijziging ondergaan, daar met een eventuele herstructurering automatisch communautaire aspecten zijn gemoeid.

Daar de fusie van Antwerpen is uitgesteld tot na de gemeenteraadsverkiezingen van 1982, zal de nieuwe gemeenteraad van Antwerpen pas na 1 januari 1983 worden geïnstalleerd. Het ontwerp bepaalt dat een koninklijk besluit vóór die datum de bijzondere toestand van die eenheid inzake kantons en districten zal regelen.

B. Hervorming van de kieswet.

Daar de samenvoegingen van gemeenten een hertekening van de kieskaart van België vergen, dat wil o.m. zeggen, zoals hierboven is uiteengezet, de nieuwe verdeling van het grondgebied in kieskantons en -districten, was aldus de gelegenheid geboden om een vrij omvangrijk werk inzake herziening van onze kieswetten tot een goed einde te brengen. Dat werk was sinds verschillende jaren ondernomen, doch schoot

niet licht op omdat ernstige politieke problemen - zoals de vertegenwoordiging van de Oostkantons, lijstverbinding, enz.. - daarmee waren gemoeid.

Toen werd beslist het wetsontwerp in zijn technische aspecten voort te zetten om aldus eenheid te brengen in onze diverse kieswetten en ze te vereenvoudigen met name het kieswetboek, de provinciekieswet, de gemeentekieswet en de wet betreffende de agglomeratieverkiezingen, om het systeem te moderniseren en het gebruik van de modernste technische middelen mogelijk te maken, om technische verbeteringen aan te brengen voor het vergemakkelijken van het verloop der kiesverrichtingen en ten slotte om de kieswetgeving dichterbij de kiezer te brengen en diens rechten zoveel mogelijk te vrijwaren.

Dat belangrijk ontwerp werd tijdens talloze vergadering van de Senaatscommissie van Binnenlandse Zaken besproken en door de Hoge Vergadering op 25 maart 1976 goedgekeurd. Het is zojuist aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgezonden.

Voornaamste wijzigingen doorgevoerd bij het ontwerp :

a. ten aanzien van het kieswetboek :

- uitbreiding van de hoedanigheid van kiezer (voortaan verworven door de gewone naturalisatie en door de vrouwen die gehuwd zijn met een Belg, zonder verblijfsduur);
- volledige herziening van het stelsel der uitsluitingen, vervallenverklaringen en schorsingen van de hoedanigheid van kiezer o.m. door de principes af te stemmen op de nieuwe oriënteringen van het strafrecht;
- vervanging van de kiezerslijsten door het kiezersregister wat het gebruik van moderne technieken, een eenvoudiger bijhouden met talrijker herzieningen en snellere beroepsprocedures mogelijk zal maken;
- de indeling van de kiezers alsmede de samenstelling en de werking van de kiescolleges werden rationeler opgevat;
- de kiesverrichtingen zelf werden ook nieuw opgevat : zo is de procedure inzake het peetschap van de kandidaatstellingen vereenvoudigd, kunnen de beginletters van de politieke partijen - met wettelijke bescherming van die beginletters - voortaan aangebracht worden op de stembiljetten naast de nummers, werd de terugbetaling van de reis-

kosten der kiezers uitgebreid, werden de lijsten van kandidaat opvolgers afgeschaft, werd de stemming bij volmacht uitgebreid terwijl de stemming in het leger en de stemming per briefwisseling werden afgeschaft, enz..

- de voorwaarden van verkiesbaarheid, de datum der verkiezingen, de onderrichtingen aan de kiezer werden eveneens herzien.

b. ten aanzien van de provincieraadsverkiezingen :

De meeste wijzigingen van het kieswetboek met betrekking o.m. tot de toevoeging van de beginletters, het peetschap van de lijsten dat hier geschied door drie aftredende provincieraadsleden, enz.. zijn ook hier van toepassing.

c. ten aanzien van de gelijktijdige verkiezingen voor de wetgevende kamers en de provincieraden :

De wet van 1949 die de gelijktijdigheid van die verkiezingen organiseert, werd in verschillende van haar bepalingen herzien.

d. ten aanzien van de gemeentekieswet :

De aanpassingen van het kieswetboek hebben ook hier talrijke gevolgen. Er moet worden aan toegevoegd :

- dat de lijst van de gemeenteraadskiezers door het college van burgemeester en schepenen zal worden opgemaakt de 1ste augustus van het jaar tijdens hetwelk de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsheeft;
- dat bepalingen werden ingevoegd om de dubbele kandidaatstellingen onmogelijk te maken;
- dat het panacheren werd afgeschaft al is de mogelijkheid van de meervoudige stem behouden;
- dat wijzigingen werden aangebracht om het aantal klachten tegen de verkiezing te verminderen en de procedure inzake geldigverklaring of ongeldigverklaring van die verkiezingen te bespoedigen. Zo zullen de verkiezingen niet meer door de bestendige deputatie nietig kunnen worden verklaard tenzij op grond van onregelmatigheden die de zetelverdeling onder de verschillende lijsten wijzigen.

HOOFDSTUK IX. - DIVERSE BEPALINGEN EN MAATREGELEN.

a) Arrondissementscommissarissen.

Het ligt voor de hand dat de herstructurering van de gemeenten, meer bepaald de verdwijning van een groot aantal kleine gemeenten, een nieuwe omschrijving van de aan de arrondissementscommissarissen opgedragen taken vergt. Een ontwerp van wet zal het toekomstig statuut van die ambtenaren moeten vaststellen. De tekst ervan wordt thans onderzocht.

b) Nieuwe indeling van de gemeenten volgens de bevolkingscijfers.

Om het aantal raadsleden en schepenen te bepalen dat aan elke gemeentelijke entiteit moet worden toegekend, heeft het departement van Binnenlandse Zaken de nieuwe indeling van de gemeenten opgemaakt op basis van de per 31 december 1970 vastgelegde bevolkingstelling die in voorkomend geval werden verbeterd op basis van de cijfers van het voorlaatste en van het voorvoorlaatste jaar, overeenkomstig de regelen vastgesteld in artikel 19 van de gemeentewet.

Het indelingsbesluit zal in de loop van de maand mei worden bekendgemaakt.

c) Nieuwe indelingen van de gemeenten op fiscaal gebied.

Daar de grootte van het bevolkingscijfer van de gemeenten gevolgen van fiscale aard heeft, meer bepaald ten aanzien van de inkomstenbelastingen, is het nodig een nieuwe fiscale indeling van de gemeenten op te maken. De Minister van Financiën werkt de teksten uit die nodig zijn voor de aanpassing van die indeling.

d) Herziening van de reglementering inzake de lasten van het onderhoud van de onbevaarbare waterlopen.

Daar de dimensie van de gemeenten gevolgen heeft op de onderhoudslasten die op de gemeenten rusten, is het nodig de huidige wetgeving aan te passen om de vermeerdering van genoemde lasten voor de nieuwe entiteiten te voorkomen. De Ministerraad heeft zijn instemming betuigd met een ontwerp van wet tot wijziging van die wetgeving dat

eerlang aan het Parlement zal worden voorgelegd.

- e) Reglement betreffende de identificering van de plaatsen en de verkeerssignalisatie.

De Ministers van Openbare Werken, van Verkeerswezen en van Binnenlandse Zaken zullen zowel met een psychologisch als met een praktisch doel zorgen voor het behoud van de identificering van de plaatsen zoals deze thans bestaan.

- f) Wijziging van de artikels 84 en 87 van de gemeentewet.

In het kader van de administratieve deconcentratie en decentralisatie, die samen moeten gaan met de versterking van de gemeentelijke autonomie, heeft de Regering ingestemd met een ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 84 en 87 van de gemeentewet.

Dat ontwerp van wet werd op 22 april 1976 door de Senaatscommissie voor Binnenlandse Zaken aangenomen en wordt weldra ter stemming aan het Parlement voorgelegd.

De hoofdgedachte ervan is de bevoegdheid welke de Gouverneur bezit te vergroten, eensdeels inzake de goedkeuringsvoogdij betreffende de gemeentelijke personeelskaders en anderdeels inzake de algemene vernietigingsvoogdij betreffende daden van de gemeentelijke overheden.

Alhoewel het ontwerp in feite geen hervorming van de voogdij betekent, voegt het nochtans een nieuwe en zeer belangrijke factor in de modaliteiten volgens welke de voogdij wordt uitgeoefend met betrekking tot artikel 84 van de gemeentewet toe.

Voor het ogenblik schrijft de wet aan de voogdijoverheid geen enkele termijn voor, noch om zich uit te spreken over de haar voorgelegde beslissingen, noch om haar beslissing ter kennis van de gemeenteverheid te brengen.

Het ontwerp van wet strekt ertoe een vaste termijn op te leggen aan de hogere overheid waarbinnen uitspraak gedaan en de beslissing meegedeeld wordt.

Die nieuwe beschikking vangt de kritiek op die door de gemeentelijke overheden werd uitgebracht daar zij in het tegenwoordig stelsel als een inbreuk op hun autonomie beschouwen.

g) Parlementaire initiatieven.

De regering heeft sommige initiatieven van parlementsleden, die in het kader van de gemeentelijke hervorming genomen werden, onderschreven.

Laat ons hier ondermeer vermelden de wet tot wijziging van de artikelen 3 en 4 van de gemeentewet waarbij het aantal schepenen en raadsleden vastgesteld wordt, de bepalingen betreffende de pensioenregeling van de gemeentelijke mandatarissen die in verband met de wedden van burgemeesters en schepenen en andere bepalingen met betrekking tot de toekenning van de eretitel voor sommige functies.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Arrêté royal relatif au Fonds et aux emprunts
de consolidation des déficits des communes
fusionnées.

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 77 de la loi du 5 janvier
1976 relative aux propositions budgétaires
1975-1976 permet d'autoriser les communes
fusionnées à contracter, auprès du Crédit
communal de Belgique, un emprunt de conso-
lidation pour apurer leur déficit.

Cette disposition s'inscrit dans
le cadre des mesures qui accompagnent la
vaste opération de restructuration des
communes, telle qu'elle a été ratifiée par
la loi du 30 décembre 1975.

Une gestion normale des nouvelles
entités est évidemment subordonnée à
une situation financière largement assainie.

Tel ne serait pas le cas si celles-
ci devaient prendre en charge la totalité
des déficits des communes auxquelles elles
se substituent.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
MINISTERIE VAN FINANCIËN
MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

Koninklijk besluit betreffende het Fonds
en de leningen tot consolidatie van de
tekorten van de samengevoegde gemeenten.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Luidens artikel 77 van de wet van
5 januari 1976 betreffende de budgettaire
voorstellen 1975-1976 kunnen de samengevoegde
gemeenten gemachtigd worden bij het Gemeente-
krediet van België een consolidatielening aan
te gaan om hun tekort aan te zuiveren.

Die bepaling is een onderdeel van de
maatregelen, welke samengaan met de grote
verrichting tot herstructurering van de
gemeenten, zoals zij werd bekrachtigd door de
wet van 30 december 1975.

Een normaal beheer van de nieuwe entiteiten
is vanzelfsprekend afhankelijk van een ruim
gesaneerde financiële toestand.

Zulks zou niet het geval zijn als deze
de totaliteit van de tekorten van de gemeenten
waarvan zij in de plaats komen, ten laste
moesten nemen.

Une situation financière obérée au départ, outre qu'elle serait une source de difficultés permanentes pour les nouvelles autorités locales, constituerait un obstacle sérieux au développement des nouvelles entités.

Aussi, pour donner à la mesure toute son efficacité, le Gouvernement a décidé que les charges d'intérêts et d'amortissement des emprunts seront supportées par un Fonds de consolidation des communes fusionnées, alimenté exclusivement par un crédit de l'Etat.

Aucune intervention dans ces charges n'est donc prévue pour les communes.

Enfin, il importe de souligner que ces mesures auront un effet immédiat alors que les avantages financiers qui étaient prévus par la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites, ne pouvaient être accordés qu'après la fusion et étaient étalés dans le temps.

Een van bij het begin bezwaarde financiële toestand, zou niet alleen een oorzaak zijn van permanente moeilijkheden voor de nieuwe lokale overheden maar zou gewis de ontwikkeling van de nieuwe entiteiten ernstig in de weg staan.

Om de maatregel zo doeltreffend mogelijk te maken heeft de Regering dan ook beslist dat de lasten van de interesten en aflossing van de leningen, zullen gedragen worden door een Consolidatiefonds van de samengevoegde gemeenten dat uitsluitend door een Rijkskrediet wordt gestijfd.

Er is dus geen enkele bijdrage in de lasten voor de gemeenten bepaald.

Ten slotte zij erop gewezen dat die maatregelen onmiddellijk effect zullen sorteren, daar waar de financiële voordelen bepaald in de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen, slecht na de samenvoeging konden worden verleend en in de tijd gespreid waren.

L'article 77 précité confie au Roi le soin de définir les déficits qui peuvent être couverts par les emprunts de consolidation, et de fixer, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, les conditions générales auxquelles ils peuvent être conclus .

Le présent arrêté qui répond à cette préoccupation est subdivisé, pour plus de clarté, en trois sections dont chacune regroupe les dispositions se rapportant au même objet .

Section I.- Du Fonds de consolidation

Les articles 1er et 2 déterminent les modalités de fonctionnement dudit fonds . Celui-ci est destiné à rembourser les charges d'emprunts aux communes qui ont été autorisées à contracter ces emprunts ou aux communes qui leur succèdent . En effet, il faut prévoir le cas des nouvelles entités dont le conseil communal ne serait pas encore installé au moment où les premiers remboursements seront effectués .

Dans ce cas, ce sont les anciennes communes qui auront contracté l'emprunt, qui bénéficieront encore de ce remboursement .

D'après une estimation des déficits comptables de 1975, le montant total des emprunts à accorder en 1976 serait d'environ 6 milliards de francs et le crédit annuel à inscrire au budget du Ministère de l'Intérieur,

Luidens voormeld artikel 77 bepaalt de Koning de tekorten die door consolidatieleningen mogen worden gedekt, en stelt Hij bij een in Minister raad overlegd besluit de voorwaarden vast, waaronder die leningen kunnen worden aangegaan .

Klaarheidshalve is dit besluit dat tegemoet komt aan deze bekommernis ingedeeld in drie afdelingen welke elk de bepalingen omvatten, die dezelfde materie betreffen .

Afdeling I.- Consolidatiefonds

De artikelen 1 en 2 bepalen de modaliteiten inzake werking van dit Fonds, dat bestemd is voor het terugbetalen van de leningslasten aan de gemeenten die gemachtigd werden dergelijke leningen aan te gaan of aan de gemeenten die hun hebben opgevolgd . Er dient immers rekening te worden gehouden met het geval van de nieuwe entiteiten waarvan de gemeenteraad op het ogenblik van de eerste terugbetalingen nog niet zou zijn geïnstalleerd.

In dit geval moet die terugbetaling nog worden gedaan aan de vroegere gemeenten die de leningen hebben opgenomen .

Volgens een raming van de rekeningtekorten voor 1975, zou het totaal bedrag van de in 1976 toe te kennen leningen ongeveer 6 miljard frank belopen en zou het op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse

pour faire face aux charges des emprunts serait, sur base du taux d'intérêt appliqué actuellement par le Crédit communal de Belgique pour des opérations similaires, de l'ordre de 700 millions de francs .

Section II. - Des emprunts et de leurs modalités.

Les articles 3 à 6 règlent les conditions auxquelles les emprunts peuvent être contractés auprès du Crédit communal de Belgique.

Ceux-ci ont une durée de 20 ans.

Leurs charges sont supportées totalement par le Fonds de consolidation, et pour la première fois en 1977.

Les conseils communaux peuvent demander des avances sur les emprunts à concurrence du montant des déficits que présentent au service ordinaire les comptes communaux de 1974.

Les intérêts dus sur ces avances sont à charge des communes.

Conformément à l'objectif poursuivi, les avances et les emprunts doivent être affectés à la couverture de dépenses relatives aux exercices 1975 et antérieurs . Cette affectation doit être justifiée dans un délai de deux mois à partir des paiements.

Sur ordre du Ministre de l'Intérieur et à l'intervention du Crédit communal de Belgique, les sommes qui n'auront pas reçu l'affectation prévue ci-dessus seront récupérées.

4.
Zaken uit te trekken jaarlijks krediet, ten einde het hoofd te bieden aan de leningslasten op basis van de rentevoet die op dit ogenblik door het Gemeentekrediet van België wordt toegepast voor soortgelijke verrichtingen, ongeveer 700 miljoen frank bedragen .

Afdeling II. - Leningen en de modaliteiten ervan.

De artikelen 3 tot 6 regelen de voorwaarden waaronder de leningen bij het Gemeentekrediet kunnen worden aangegaan.

Deze hebben een looptijd van 20 jaar.

De lasten ervan worden integraal, en voor de eerste maal in 1977, door het Consolidatiefonds gedragen.

De gemeenteraden kunnen voorschotten op de leningen aanvragen tot beloop van de tekorten in de gewone dienst van de gemeentereningen over 1974.

De intresten verschuldigd op die voorschotten zijn ten laste van de gemeenten.

Conform het beoogde doel moeten de voorschotten en de leningen aangewend worden voor het dekken van de uitgaven betreffende 1975 en de vorige dienstjaren. Die aanwending moet worden verantwoord binnen een termijn van twee maanden na de betalingen.

Op last van de Minister van Binnenlandse Zaken en door toedoen van het Gemeentekrediet van België zullen de sommen die niet aangewend worden zoals te voren gesteld, worden teruggevorderd.

Section III - Des déficits et de leur mode de calcul.

Le Ministre de l'Intérieur arrête le déficit qui peut être couvert par un emprunt de consolidation.

L'article 8 définit le mode de calcul de ce déficit.

Est pris en considération le déficit global du service ordinaire du compte communal de 1975. Il peut être rectifié en cas d'erreur et pour tenir compte de toutes les recettes et dépenses qui se rattachent aux exercices 1975 et antérieurs.

Comme la députation permanente du Conseil provincial exerce la tutelle sur les communes qui composent les fédérations de communes, il lui appartient d'arrêter le déficit de ces communes.

Nous avons l'honneur d'être,
Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles
serviteurs,

LE MINISTRE DES FINANCES,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET,

Afdeling III.- Tekorten en wijze van berekening.

De Minister van Binnenlandse Zaken stelt het tekort vast, dat met een consolidatielening mag worden gedekt.

Artikel 8 bepaalt op welke wijze dat tekort wordt berekend.

In aanmerking wordt genomen het totaal tekort op de gewone dienst van de gemeenterekening over 1975. Het kan worden gerectificeerd in geval van vergissing en om rekening te houden met alle ontvangsten en uitgaven verbonden aan 1975 en de vorige dienstjaren.

Daar de bestendige deputatie van de provincieraad het toezicht uitoefent op de gemeenten die tot federaties van gemeenten behoren, stelt zij het tekort van die gemeenten vast.

Wij hebben de eer te zijn,
Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe
dienaars,

DE MINISTER VAN FINANCIEN,

DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN,

DE STAATSSECRETARIS VOOR BEGROTING,

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

DIENSTEN VAN DE EERSTE-MINISTER
MINISTERIE VAN FINANCIËN
MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Arrêté royal relatif au Fonds et aux emprunts de consolidation des déficits des communes fusionnées .

Koninklijk besluit betreffende het Fonds en de leningen tot consolidatie van de tekorten van de samengevoegde gemeenten .

BAUDOUIN, Roi des Belges,

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir, SALUT

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET .

Vu l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975 - 1976 ;

Gelet op artikel 77 van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975 - 1976 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, premier alinéa ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid ;

Vu l'urgence ;

Gelet op de dringende noodzaak ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Secrétaire d'Etat au Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Begroting en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ

Section I - DU FONDS DE CONSOLIDATION

Afdeling I - CONSOLIDATIEFONDS

Article 1er. - Le Fonds de consolidation des déficits des communes fusionnées, prévu à l'article 77, alinéa 1er de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, est destiné à rembourser toutes les charges d'intérêts et d'amortissement des emprunts de consolidation visés aux alinéas 2 et 4 du même article, soit aux communes qui ont été autorisées à les contracter, soit aux communes qui succèdent à celles-ci .

Artikel 1. - Het Fonds tot consolidatie van de tekorten van de samengevoegde gemeenten, bedoeld in artikel 77, eerste lid, van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, is bestemd tot terugbetaling van al de lasten inzake interesten en aflossing van de consolidatieleningen bedoeld in het 2de en 4de lid van hetzelfde artikel, hetzij aan de gemeenten die gemachtigd werden deze aan te gaan, hetzij aan de gemeenten die hen hebben opgevolgd .

Le montant total de ces emprunts correspond à la somme des déficits des comptes communaux tels que définis aux articles 7 et 8 ci-après .

Article 2.- A partir du 1er janvier 1977 et pendant la durée des emprunts de consolidation visés à l'article premier, le Fonds de consolidation est inscrit à la section particulière du budget du Ministère de l'Intérieur .

Il est alimenté par un crédit approprié qui sera prévu annuellement à ce budget .

Section II - DES EMPRUNTS ET DE LEURS MODALITES

Article 3.- Les emprunts visés aux alinéas 2 et 4 de l'article 77 de la loi précitée sont conclus pour une durée de 20 ans ; les charges de ces emprunts à supporter par le Fonds de consolidation prennent cours au plus tôt le 1er janvier 1977 .

Les taux d'intérêts sont fixés semestriellement par le Conseil d'administration de la S.A. "Crédit Communal de Belgique" .

Article 4.- La S.A. "Crédit Communal de Belgique" fait connaître au Ministre de l'Intérieur, pour le 1er mai de chaque année et pour la première fois le 1er mai 1977, les montants estimatifs des intérêts dus pour le premier semestre et, pour le 1er novembre, les montants estimatifs des intérêts pour le second semestre, ainsi que les tranches de remboursement pour l'année écoulée .

Le Ministre de l'Intérieur prélève, sur le Fonds de consolidation, les sommes correspondant à ces montants et les verse globalement au "Crédit Communal de Belgique" pour être portées aux comptes des communes bénéficiaires ; toute rectification notamment celle qui est due à une modification du taux d'intérêt donne lieu à versement complémentaire ou à récupération après décompte définitif .

Het totaal bedrag van deze leningen stemt overeen met de som van de deficits van de gemeenterekeningen zoals bepaald in de hiernavolgende artikelen 7 en 8 .

Artikel 2.- Van 1 januari 1977 af en gedurende de looptijd van de consolidatieleningen waarvan sprake in voorgaand artikel, wordt het consolidatiefonds ingeschreven onder de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken .

Het wordt gestijfd door een aangepast krediet dat jaarlijks op deze begroting zal voorzien worden .

Afdeling II - LENINGEN EN DE MODALITEITEN ERVAN

Artikel 3.- De leningen bedoeld in het 2de en 4de lid van artikel 77 van voornoemde wet worden aangegaan voor een duur van 20 jaar ; de door het consolidatiefonds te dragen lasten van deze leningen lopen ten vroegste van 1 januari 1977 af .

De intrestvoeten worden door de Raad van beheer van de N.V. "Gemeentekrediet van België" zesmaandelijks vastgesteld .

Artikel 4.- De N.V. Gemeentekrediet van België deelt aan de Minister van Binnenlandse Zaken op 1 mei van elk jaar en voor de eerste maal op 1 mei 1977, de geraamde bedragen van de voor het eerste halfjaar verschuldigde intresten, en op 1 november de geraamde bedragen van de intresten voor het tweede halfjaar, alsmede de aflossings-tranches voor het afgelopen jaar, mede .

De Minister van Binnenlandse Zaken neemt van het Consolidatiefonds, de met die bedragen overeenstemmende sommen af, die hij gezamenlijk aan het "Gemeentekrediet van België" stort om op de rekeningen van de betrokken gemeenten te worden ingeschreven ; elke aanpassing ingevolge o.m. een wijziging van de intrestvoet geeft aanleiding tot een aanvullende storting of tot een terugvordering na definitieve afrekening .

Article 5.- Moyennant l'autorisation du Ministre de l'Intérieur, et sur production d'une délibération du conseil communal, des avances sur les emprunts précités peuvent être obtenues à concurrence du déficit figurant au service ordinaire du compte de 1974 .

Les intérêts sur les avances consenties sont à charge des communes .

Article 6.- Les emprunts de consolidation et les avances doivent être affectés à la couverture de dépenses relatives aux exercices 1975 et antérieurs . Cette affectation est justifiée dans un délai de deux mois à partir des paiements .

Sur ordre du Ministre de l'Intérieur les montants d'emprunts qui n'ont pas été affectés conformément à l'alinéa 1er, et les charges afférentes à la partie concernée des emprunts de consolidation, sont récupérés à l'intervention de la S.A. "Crédit Communal de Belgique", les premiers pour rembourser l'emprunt à due concurrence, les secondes pour être reversées au Trésor public à destination du Fonds de consolidation.

De même, est récupérée la partie des avances qui n'a pas reçu l'affectation prévue à l'alinéa 1er .

Section III - DES DEFICITS ET DE LEUR MODE DE CALCUL

Article 7.- Le Ministre de l'Intérieur ou la Députation permanente du Conseil provincial pour les communes composant les fédérations, arrête définitivement, selon les règles énoncées ci-après, le déficit communal qui sert de base à l'emprunt de consolidation .

Article 8.- § 1er - Le déficit à prendre en considération est le déficit global du service ordinaire

Artikel 5.- Met machtiging door de Minister van Binnenlandse Zaken en op overlegging van een beslissing van de gemeenteraad, kunnen voorschotten op de vorenbedoelde leningen worden bekomen tot beloop van het tekort voorkomend op de gewone dienst van de rekening over 1974 .

De intresten op de verleende voorschotten zijn ten laste van de gemeenten .

Artikel 6.- De consolidatieleningen en de voorschotten moeten aangewend worden voor het dekken van uitgaven betreffende 1975 en de vorige dienstjaren . Die aanwending moet worden verantwoord binnen een termijn van twee maanden na de betalingen .

Op last van de Minister van Binnenlandse Zaken worden de niet overeenkomstig het eerste lid aangewende leningsbedragen en de lasten verbonden aan het desbetreffende gedeelte van de consolidatieleningen, teruggevorderd door toedoen van de N.V. "Gemeentekrediet van België", de eerste ter terugbetaling voor het overeenkomende bedrag van de lening, de tweede voor terugstorting aan de Openbare Schatkist ten behoeve van het Consolidatiefonds .

Evenzo wordt het gedeelte van de voorschotten dat niet werd aangewend zoals bepaald in het eerste lid, teruggevorderd .

Afdeling III - TEKORTEN EN WIJZE VAN BEREKENING

Artikel 7.- De Minister van Binnenlandse Zaken of de bestendige deputatie van de provincieraad voor de gemeenten die tot de federaties behoren, stelt definitief, overeenkomstig de hierna aangeduide regelen, het gemeentelijk tekort vast dat tot grondslag dient voor de consolidatielening .

Artikel 8.- 1ste § - Het in aanmerking te nemen tekort is het totaal tekort op de gewone dienst van de gemeente-

du compte communal de l'exercice 1975 arrêté provisoirement par le conseil communal, à savoir la différence entre les dépenses engagées et les droits constatés diminués des recettes irrécouvrables

§ 2.- Le déficit global visé au § 1er peut être rectifié par dérogation aux règles prévues par l'Arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale, suivant les recettes et les dépenses qui se rattachent aux exercices 1975 et antérieurs .

Article 9.- Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Donné à

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

rekening over het dienstjaar 1975, voorlopig vastgesteld door de gemeenteraad, d.w.z. het verschil tussen de vastgelegde uitgaven en de invorderingsrechten verminderd met de oninvorderbare ontvangsten

§ 2.- Het totaal tekort bedoeld in § 1 mag in afwijking van de regelen bepaald door het Besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, gerectificeerd worden volgens de ontvangsten en de uitgaven verbonden aan 1975 en de vorige dienstjaren .

Artikel 9.- Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit .

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :
De Minister van Financiën,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Staatssecretaris voor Begroting,

MINISTRE DE L'INTERIEUR.

BRUXELLES, 15-10-1975

A Monsieur le Gouverneur
de la Province de

Objet : Commission provinciale pour la rectification des limites des
communes.

Monsieur le Gouverneur,

Le Moniteur belge du 25 septembre 1975 contient l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion des communes et rectification de leurs limites. Cet arrêté royal a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Moniteur belge du 23 janvier 1976).

A différentes reprises j'ai annoncé la création de commissions provinciales pour les rectifications de limites des communes. Ces commissions auront pour mission de procéder pour chaque cas à un examen des rectifications souhaitées en ce qui concerne la destination d'un ensemble de maisons, d'une partie du territoire situé à la limite de la nouvelle commune, d'un ouvrage d'art, de voies de communication, etc..., afin de préparer une décision de modifications " techniques ".

Ces modifications seront réalisées dans le cadre de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites. Elles ont pour but de remédier aux défauts de détail inévitables résultant de l'opération de fusion récente et d'apporter les corrections nécessaires qui n'ont pas pu être réalisées lors de cette opération de fusion.

Il est cependant bien entendu que les demandes ou propositions de modification de limite tendant à remettre en question certaines fusions, ne sont pas recevables.

Chaque commission provinciale sera composée principalement de techniciens. Vous assumerez la présidence de votre commission provinciale dans laquelle siégeront également les commissaires d'arrondissement intéressés ainsi que des fonctionnaires de votre administration dont vous estimez que la présence à la commission est souhaitable. En outre, je vous prie de bien vouloir demander aux associations intercommunales pour l'aménagement du territoire et l'équipement économique et autres organisa-

tions que vous jugez nécessaires ainsi qu'aux Ministres de l'Agriculture, des Communications, des Finances, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Aménagement du Territoire, de désigner un représentant pour participer aux travaux de la commission.

La représentation des communes aura lieu moyennant un appel de la commission aux bourgmestres de toutes les communes concernées par une rectification de limite.

La commission travaillera sur base des demandes et des dossiers qui lui sont communiqués par les départements ministériels, par les communes et même par les personnes et organismes privés.

+

+ +

Après avoir entendu les bourgmestres, la commission me fera connaître cas par cas un avis circonstancié et motivé au sujet de la rectification demandée.

+

+ +

Les demandes de rectification de limite peuvent être introduites jusqu'au 30 juin 1977 au plus tard. Ce long délai permettra à toutes les parties intéressées - plus particulièrement les anciennes et les nouvelles communes - de faire connaître leurs desiderata.

La commission elle-même devra me remettre ses derniers rapports au plus tard le 31 décembre 1977.

+

+ +

Il est à mon avis nécessaire de donner à l'installation de chaque commission provinciale pour les rectifications de limite autant de publicité que possible, afin d'éviter qu'en raison d'une insuffisance d'information des demandes de rectifications ne soient introduites après l'écoulement du délai précité.

J'insiste pour que les commissions provinciales puissent entamer leurs travaux dans le plus bref délai possible.

3.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de me tenir au courant des mesures que vous prendrez en vue de la création de la commission et de me faire part de vos propositions au sujet de la date que vous estimerez la mieux indiquée en vue de son installation.

LE MINISTRE,

J. MICHEL.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

Brussel,

Aan de heer Gouverneur van de provincie

BETREFT : Provinciale commissie voor wijziging van de gemeentegrenzen

Mijnheer de Gouverneur,

In het Belgisch Staatsblad van 25 september 1975 verscheen het koninklijk besluit van 17 september 1975 houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen. Dit koninklijk besluit werd door de wet van 30 december 1975 bekrachtigd (Belgisch Staatsblad van 23 januari 1976).

Bij herhaling heb ik de oprichting van "Provinciale grenscorrectiecommissies" aangekondigd. Die commissies zullen tot taak hebben in ieder afzonderlijk geval een onderzoek in te stellen naar de gewenste wijzigingen ten aanzien van de bestemming van een groep huizen, van een aan de grens van de nieuwe gemeenten gelegen grondgebied, van een kunstwerk, van verbindingswegen, enz., ten einde de beslissing t.a.v. "technische" wijzigingen te kunnen voorbereiden. Deze zullen doorgevoerd worden in het kader van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen. Zij hebben tot doel de onvermijdelijke detailgebreken te verhelpen die door de recente fusieverrichting zijn ontstaan en de correcties aan te brengen die bij deze fusieverrichting niet konden doorgevoerd worden.

Het is wel verstaan dat vragen of voorstellen tot grenscorrectie die erop neerkomen bepaalde fusies ongedaan te maken, niet ontvankelijk zijn.

Iedere provinciale commissie zal voornamelijk uit technici bestaan. U zal het voorzitterschap waarnemen van uw provinciale commissie waarin eveneens de betrokken arrondissementscommissaris(sen) zitting zullen hebben alsmede de ambtenaren van uw administratie wier aanwezigheid U in die commissie wenselijk acht. Bovendien verzoek ik U de intercommunale verenigingen voor ruimtelijke ordening en economische uitrusting en andere organisaties die U nodig acht evenals de Ministers van Landbouw, Verkeerswezen, Financiën, Binnenlandse Zaken, Justitie en Ruimtelijke Ordening, te willen vragen een vertegenwoordiger aan te duiden om deel te nemen aan de werkzaamheden van de commissie.

De vertegenwoordiging van de gemeenten zal geschieden door een oproep van de commissie aan de burgemeesters van alle bij een grenscorrectie betrokken gemeenten.

De commissie zal werken op basis van de vragen en de dossiers die haar door de ministeriële departementen, de gemeenten en zelfs door privé-personen en -organismen worden bezorgd.

Na de betrokken burgemeesters te hebben gehoord, zal de commissie mij, geval per geval, een omstandig en met redenen omkleed advies omtrent de gevraagde correctie doen geworden.

+

+

+

De aanvragen tot grenscorrectie mogen tot uiterlijk 30 juni 1977 worden ingediend. Die lange termijn zal het alle betrokken partijen - meer bepaald de vroegere en de nieuwe gemeenten - mogelijk maken hun wensen kenbaar te maken.

De commissie zelf dient mij haar laatste rapporten uiterlijk 31 december 1977 te bezorgen.

+

+

+

Aan de installatie van elke provinciale grenzencommissie moet mijns inziens zoveel mogelijk ruchtbaarheid worden gegeven ten einde te voorkomen dat wegens gemis aan informatie, na het verstrijken van de vorenvermelde termijn nog aanvragen tot correcties binnenkomen.

Ik stel er prijs op dat de provinciale commissies zo spoedig mogelijk hun werkzaamheden kunnen aanvangen.

U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, mij op de hoogte te houden van de maatregelen die U zal nemen voor de oprichting van de commissie en mij uw voorstellen mede te delen met betrekking tot de datum waarop zij best wordt geïnstalleerd.

DE MINISTER,

J. MICHEL.

MINISTERE DE L'INTERIEUR.

1000 Bruxelles, le 5/4/76

Direction Générale de la
Protection Civile.

Direction du Service d'incendie.

A Messieurs les Gouverneurs
de province

n/réf.
ORG/SP/ 2452

OBJET : Fusions de communes et suppression des fédérations périphériques - Constitution des groupes régionaux de lutte contre l'incendie.

Monsieur le Gouverneur,

Vous n'ignorez pas que les fusions de communes et la suppression des fédérations périphériques vont entraîner d'importantes répercussions sur le plan de l'organisation des services d'incendie.

Aux termes de l'article 10 de la loi du 21 décembre 1963 sur la protection civile, les communes de chaque province sont, pour l'organisation générale des services d'incendie, réparties en groupes régionaux. C'est le gouverneur de la province qui fixe la composition de ces groupes et désigne, dans chacun de ceux-ci, la commune qui en constitue le centre.

Je vous rappelle que l'article précité prévoit également qu'un groupe régional peut être composé de communes appartenant à différentes provinces.

L'organisation qui a été mise sur pied en application de cette disposition et de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant organisation, en temps de paix, des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, a dans l'ensemble donné satisfaction sur le plan opérationnel.

Il importe, dès à présent, d'étudier une nouvelle répartition des communes fusionnées en groupes régionaux de façon telle que la protection de la population puisse, sans hiatus, être assurée d'une façon aussi satisfaisante que possible le 1er janvier 1977, date de la création effective des nouvelles communes.

../..

Par groupe régional, il faut entendre un ensemble de communes groupées géographiquement et dont la protection, pour des raisons opérationnelles, d'économie et d'efficacité est confiée à l'une d'entre elles, dénommée commune-centre de groupe, cette dernière disposant d'un service d'incendie doté du personnel et du matériel nécessaires.

Dans l'organisation de la lutte contre l'incendie, la rapidité des secours est le premier critère qui doit être retenu.

Il est malaisé de fixer une règle générale en la matière. La seule préoccupation qui doit nous guider c'est que les véhicules de secours puissent intervenir dans le plus bref délai.

Ce délai minimal et, en conséquence, la distance que ces véhicules sont amenés à parcourir devraient être réduits dans les régions à grosse densité de population puisqu'un rapport évident existe, dans la plupart des cas, entre cette densité et les risques à couvrir.

Dans cet ordre d'idées, certains principes me paraissent devoir être respectés dans toute la mesure du possible

- 1) Il y a lieu d'éviter la création, dans certaines communes, de nouveaux services d'incendie.
- 2) Les services d'incendie existant dans une commune fusionnée seront intégrés, ce qui ne signifie pas qu'ils disparaîtront. Les autorités des communes fusionnées peuvent en effet très bien décider de conserver des "permanences" incendie, ce qui me paraît d'ailleurs souhaitable dans de nombreux cas.
- 3) Toute commune-centre de groupe est située, autant que possible, au centre géographique du groupe régional qu'elle protège.
- 4) Chaque groupe régional constitue un ensemble homogène dans lequel il ne peut être admis d'enclaves rattachées à un autre groupe régional. De même, aucune commune ne peut être scindée de façon telle qu'elle serait protégée par deux ou plusieurs communes-centre de groupe.
- 5) Pour la fixation des limites d'un groupe régional, il doit être tenu compte, autant que possible, de certains obstacles géographiques, des voies de communications existantes et des ouvrages d'art.

.../...

3.-

- 6) La distance à vol d'oiseau entre un centre de groupe régional et la commune la plus éloignée de ce groupe ne devrait pas dépasser 12 kms, sauf cas exceptionnels.

Le maintien ou la création de "permanences" dans tel ou tel secteur du groupe régional peut apporter une solution à cet égard.

A l'occasion de la création des nouveaux groupes régionaux, la classification de certains services d'incendie pourrait être revue (classes X, Y, Z, communes autonomes).

Il est évident que les fusions de communes vont amener la disparition de services autonomes qui - je le répète - pourront être maintenus comme "permanences" intégrées au service d'incendie de la commune-centre de groupe, voire comme "permanence" d'un service d'incendie d'une commune autonome.

Pour le reste, les dispositions de la loi du 31 décembre 1963 et de l'A.R. du 8 novembre 1967 précitées restent d'application.

Le département prendra, en temps opportun, les dispositions réglementaires indispensables pour régler les problèmes généraux tels que ceux qui ont trait au personnel tant volontaire que professionnel, au transfert des casernements et du matériel.

x

x

x

Il importe avant tout, pour assurer la continuité des secours, que l'étude des nouveaux groupes régionaux soit entamée par vos services, avec l'aide éventuelle de l'inspection des services d'incendie, de telle sorte qu'une première réunion puisse se tenir au département à la fin du mois de mai.

C'est au vu des propositions concrètes que je vous demande d'étudier que certains problèmes apparaîtront et que les solutions adéquates devront être recherchées.

.../..

4.-

Cette façon de procéder présente, en outre, l'incontestable avantage d'assurer, autant que possible, une unité de vues en cette matière importante et d'éviter les dualités qui pourraient naître pour la constitution des groupes limitrophes de provinces contigües.

LE MINISTRE,

Copie pour information à :

MM. les Inspecteurs des services
d'incendie.

J. MICHEL.

1

Annexe 3

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

SVT

Algemene Directie van de Civiele
Bescherming.
Directie van de Brandweerdienst.

Brussel, de 5/4/76

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Onze ref. :

ORG/SP/2952

Betreft : Samenvoegingen van gemeenten en afschaffing van de randfederaties
Samenstelling van de gewestelijke groepen voor brandbestrijding.

Mijnheer de Gouverneur,

Het is U bekend dat de samenvoegingen van gemeenten en de afschaffing van de randfederaties een grote terugslag zullen hebben op de organisatie van de brandweerdiensten.

Naar luid van artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, worden de gemeenten van elke provincie voor de algemene organisatie van de brandweerdiensten in gewestelijke groepen ingedeeld. De provinciegouverneur bepaalt de samenstelling van die groepen en wijst in iedere groep de gemeente aan die er het centrum van vormt.

Ik herinner U eraan dat voornoemd artikel eveneens bepaalt dat een gewestelijke groep kan zijn samengesteld uit gemeenten van verschillende provincies.

De organisatie waarin werd voorzien bij toepassing van die bepaling en van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, heeft over het geheel voldoening geschonken in het operationele vlak.

Het is thans nodig een nieuwe indeling van de samengevoegde gemeenten in gewestelijke groepen te bestuderen derwijze dat de bescherming van de bevolking zonder hiaat zo degelijk mogelijk kan worden verzekerd van 1 januari 1977 af, datum waarop de nieuwe gemeenten effectief tot stand komen.

./..

Onder gewestelijke groep moet worden verstaan een aantal geografisch gegroepeerde gemeenten waarvan de bescherming om operationele, bezuinigings- en doeltreffendheidsredenen wordt toevertrouwd aan een dezer, die groepscentrumgemeente wordt genoemd en die beschikt over een brandweerdienst voorzien van het nodige personeel en materieel.

Bij de organisatie van de brandbestrijding is de snelheid waarmee de hulpverlening op gang komt, het allereerste in aanmerking te nemen criterium.

Terzake kan bezwaarlijk een algemene regel worden bepaald. Het enige richtsnoer moet zijn dat de hulpverleningsvoertuigen in de kortst mogelijke tijd kunnen worden ingezet.

Die minimumtijd en bijgevolg ook de door die voertuigen af te leggen afstand zouden in de streken met een grote bevolkingsdichtheid moeten worden beperkt aangezien er, in de meeste gevallen, een relatie bestaat tussen die dichtheid en de te dekken risico's.

In dat verband lijken mij sommige principes zoveel mogelijk in acht genomen te moeten worden :

- 1) In sommige gemeenten moet de oprichting van nieuwe brandweerdiensten vermeden worden.
- 2) De in een samengevoegde gemeente bestaande brandweerdiensten moeten gethegreerd worden, hetgeen niet betekent dat zij moeten verdwijnen. De overheden van de samengevoegde gemeenten kunnen immers zeer goed beslissen brandweer- "bijposten" te behouden, wat mij trouwens in talloze gevallen wenselijk lijkt.
- 3) Elke groepscentrumgemeente is zoveel mogelijk gelegen in het geografisch centrum van de gewestelijke groep die zij beschermt.
- 4) Elke gewestelijke groep vormt een homogeen geheel waarin geen van een andere gewestelijke groep deel uitmakende enclaves mogen voorkomen. Een gemeente mag evenmin zo worden gesplitst dat zij door twee of meer groepscentrumgemeenten zou worden beschermd.
- 5) Voor de vaststelling van de grenzen van een gewestelijke groep moet zoveel mogelijk worden rekening gehouden met sommige geografische hindernissen, met de bestaande verkeerswegen en met de kunstwerken.
- 6) De afstand in vogelvlucht tussen een centrum van gewestelijke groep en de verst afgelegen gemeente van die groep mag niet meer dan 12 km bedragen, behoudens uitzonderlijke gevallen. Het behoud of de oprichting van "bijposten" in deze of gene sector van de gewestelijke groep kan dienaangaande een oplossing brengen.

Naar aanleiding van de oprichting van de nieuwe gewestelijke groepen zou de indeling van sommige brandweerdiensten kunnen worden herzien (categorieën X, Y, Z, autonome gemeenten).

Het spreekt van zelf dat de samenvoegingen van gemeenten de verdwijning tot gevolg zal hebben van autonome diensten die - ik herhaal het - zullen kunnen behouden worden als "blijposten" gethegreesd in de brandweerdienst van de groepscentrumgemeente, en zelfs als "blijpost" van een brandweerdienst van een autonome gemeente.

Voor het overige blijven de bepalingen van de wet van 31 december 1953 en van het K.B. van 8 november 1967 van toepassing.

Het departement zal te gepasten tijde de reglementaire bepalingen nemen die onontbeerlijk zijn voor het regelen van de algemene problemen zoals die betreffende het vrijwilligers- en beroepspersoneel, de overdracht van de kazernementen en van het materieel.

x

x x

Om de continuïteit van de hulpverlening te waarborgen is het in de eerste plaats vereist dat de studie omtrent de nieuwe gewestelijke groepen door uw diensten wordt aangevat met de eventuele hulp van de inspectie van de brandweerdiensten, opdat eind mei een eerste vergadering op het departement zou kunnen worden gehouden.

De concrete voorstellen die U gelieve te onderzoeken zullen gewis problemen aan het licht brengen zodat het geboden zal zijn passende oplossingen te zoeken.

Die handelwijze biedt voorts beslist het voordeel dat een zo ruim mogelijke eenheid van zienwijzen in deze belangrijke aangelegenheid kan worden bereikt en dat dualiteiten kunnen worden vermeden bij de samenstelling van gewestelijke groepen in de randgebieden van aangrenzende gemeenten.

DE MINISTER,

J. MICHEL.

Afschrift voor kennisgeving aan de
hh. Inspecteurs van de Brandweerdiensten.

D.D. 26.11.1974
B.B.

Annexe 4
Bijlage 4

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

8 NOVEMBRE 1974

Fusion de communes. — Initiatives communales

A MM. les Gouverneurs de province,

Pour information :

A MM. les Députés permanents;

A MM. les Commissaires d'arrondissement;

A MM. les Bourgmestres et Echevins.

Monsieur le Gouverneur,

Au moment où leur restructuration atteint le stade de l'exécution, la plupart des communes vivent dans l'incertitude et se demandent si leur existence ne se trouve pas menacée à bref délai.

Dans l'état actuel des choses, il n'est guère possible de déterminer les besoins des nouvelles entités à former, ni la répartition optimale sur leur territoire des infrastructures communales.

Il importe donc que les communes fassent preuve de la plus grande circonspection quant aux décisions et initiatives susceptibles de faire obstacle ou de nuire à l'organisation, à la situation financière et au bon fonctionnement des futures communes.

Dès lors, elles renonceront, chaque fois qu'il sera possible, à l'achat de terrains et d'immeubles et aux projets d'investissements importants tels que grands travaux d'extension et d'amélioration et nouvelles constructions.

Ces recommandations valent également pour toutes les autres activités des communes, y compris la constitution et la dissolution d'associations de communes, ainsi que les affiliations de communes à ces associations.

En matière de personnel, il y a lieu de se conformer aux directives suivantes :

A. — Recrutements

1. L'autorité communale s'efforcera de limiter le recrutement de personnel au remplacement des agents qui quittent le service de manière que l'effectif existant ne soit pas dépassé.

2. Ce n'est que lorsque l'effectif existant ne suffit pas que des recrutements dépassant cet effectif peuvent être envisagés, à condition de respecter les limites du cadre organique approuvé.

3. Il ne peut être fait appel à du personnel temporaire que pour l'accomplissement de tâches occasionnelles, pour autant qu'il existe un cadre du personnel temporaire. MM. les gouverneurs de province veilleront à ce qu'aucun agent temporaire ou occasionnel ne soit recruté en dehors du cadre.

B. — Désignation de secrétaires et de receveurs communaux

Ces fonctions ont été créées par la loi communale. Il s'ensuit que l'autorité communale, et plus particulièrement le conseil communal, ont le droit et le devoir de pourvoir à ces emplois. Cette obligation reste inchangée.

Afin que les fusions de communes actuellement en préparation ne rendent pas plus difficile le reclassement des titulaires de ces grades : légaux, il se recommande de satisfaire à la loi communale en désignant des titulaires temporaires ou intérimaires. En ce qui concerne la fonction de secrétaire communal, je renvoie aux possibilités qu'offre l'article 110 de la loi communale et l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'exercice de fonctions supérieures.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

8 NOVEMBER 1974

Samenvoeging van gemeenten. — Gemeentelijke initiatieven

Aan de heren provinciegouverneurs,

Voor kennisgeving :

Aan de Heren Provinciale Gedeputeerden;

Aan de Heren Arrondissementscommissarissen;

Aan de Heren Burgemeester en Schepenen.

Mijnheer de Gouverneur,

Ten gevolge van de door de regering gevolgde politiek van herstructurering van de gemeenten welke thans in uitvoering is, zijn de meeste gemeenten er niet zeker van of zij binnen afzienbare tijd nog bestaan.

Op dit ogenblik is het niet mogelijk de behoeften van de nieuwe te vormen entiteiten en de optimale spreiding van de gemeentelijke infrastructuur op hun grondgebied te bepalen.

De gemeenten behoren dan ook zeer voorzichtig te zijn bij hun initiatieven en beslissingen die de organisatie, de financiële toestand en de goede werking van de toekomstige gemeenten zouden kunnen hinderen of schaden.

Aldus moeten zij, indien het enigszins mogelijk is, afzien van de aankoop van gronden en gebouwen en van belangrijke investeringen, zoals nieuwe bouwwerken en grote uitbreidings- of verbeteringswerken.

Deze aanbevelingen gelden eveneens voor de andere activiteiten van de gemeenten, met inbegrip van de oprichting en de ontbinding van verenigingen van gemeenten en de aansluiting van gemeenten bij die verenigingen.

Inzake personeelsbeleid is het aangewezen volgende richtlijnen in acht te nemen :

A. — Wervingen

1. De gemeenteoverheid dient de werving van personeel te beperken tot de vervanging van personeelsleden die uit dienst treden zodat de bestaande personeelssterkte niet wordt opgedreven.

2. Alleen wanneer de bestaande personeelssterkte niet volstaat, kunnen wervingen boven de huidige getalsterkte, doch binnen de perken van de goedgekeurde personeelsformatie, in overweging genomen worden.

3. Alleen voor tijdelijke opdrachten en voor zoverre een formatie voor tijdelijk personeel bestaat, mag een beroep worden gedaan op tijdelijk personeel. De heren provinciegouverneurs gelieven erop te letten dat geen tijdelijk- of gelegenheidspersoneel wordt aangeworven boven de personeelsformatie.

B. — Aanstelling tot gemeentesecretaris en tot gemeentevanger

Deze ambten zijn bij de gemeentewet ingesteld. Daaruit volgt dat de gemeenteoverheid, meer bepaald de gemeenteraad, het recht en de plicht heeft in deze ambten te voorzien. Deze verplichting blijft onverminderd bestaan.

Ten einde de herklassering van de titularissen van deze wettelijke graden na de samenvoeging van gemeenten, die thans in voorbereiding is, niet te bemoeilijken, verdient het nochtans aanbeveling de bij de gemeentewet opgelegde verplichting na te leven door tijdelijke of waarnemende titularissen aan te stellen. Wat het ambt van gemeentesecretaris betreft verwijs ik naar de mogelijkheden die geboden worden door artikel 110 van de gemeentewet en door het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de uitoefening van hogere functies.

C. — Révision des cadres du personnel

1. En matière de cadre organique, les communes ne prendront, en principe, aucune initiative entraînant, soit une extension, soit une adaptation ayant une répercussion financière;.

2. L'extension du cadre du personnel ne peut être admise que lorsqu'elle pourvoit à un besoin inéluctable, par exemple lors de la mise en service d'installations sportives, de loisirs ou autres, ou lors de l'augmentation de l'activité d'un service communal.

3. La création d'emplois de promotion ou la transformation d'emplois de promotion ne seront admises que lorsqu'elles résultent de l'application de directives générales.

Les autorités chargées de la tutelle administrative des communes sont priées de veiller à ce que les présentes directives soient strictement observées. Si, en raison de circonstances exceptionnelles, des dérogations étaient nécessaires, les demandes dans ce sens feront l'objet d'un examen individuel très attentif.

Le Ministre,
J. Michel.

C. — Herziening van de personeelsformaties

1. De gemeenten dienen zich in principe te onthouden van initiatieven inzake een uitbreiding van de personeelsformatie of een aanpassing ervan met financiële gevolgen.

2. Een uitbreiding van de personeelsformatie kan alleen aanvaard worden wanneer zulks volstrekt nodig is, b.v. wanneer een reeds gebouwde sport- en ontspannings- of andere installatie in gebruik moet genomen worden wanneer de activiteit van een gemeentebedrijf merkelijk verhoogt.

3. De instelling van bevorderingsbetrekkingen of de omvorming van betrekkingen tot bevorderingsbetrekkingen kunnen niet aanvaard worden, tenzij zij het gevolg zijn van de toepassing van algemene onderrichtingen.

Ik verzoek de overheden, die met het administratief toezicht op de gemeenten belast zijn, ervoor te zorgen dat deze richtlijnen strikt worden nageleefd. Telkens er afwijkingen nodig zijn omwille van uitzonderlijke omstandigheden, zullen de desbetreffende aanvragen grondig onderzocht worden.

De Minister,
J. Michel.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Bruxelles, 3 avril 1975

LE MINISTREA Messieurs les gouverneurs de provincesPour information

A Messieurs les députés permanents
A Messieurs les commissaires d'arrondissement
A Messieurs les bourgmestres et échevins

Objet : Fusion de communes - Investissements communaux

Monsieur le Gouverneur,

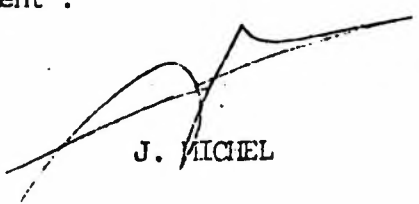
Ma circulaire du 8 novembre 1974, publiée au Moniteur belge du 26 novembre 1974, attire votre attention sur le fait que les communes doivent être très prudentes quant à leurs initiatives et décisions susceptibles de faire obstacle ou de nuire à l'organisation, à la situation financière et au bon fonctionnement des futures communes résultant des fusions.

Il m'est apparu cependant que, dans certains cas, l'application de ma directive ne cadre pas avec le but recherché, en ce qui concerne les investissements.

En fait, le but n'est pas d'arrêter complètement les investissements des communes, mais bien d'autoriser uniquement les nouvelles initiatives ainsi que - pour autant que les règles administratives y afférentes aient été observées - les initiatives n'ayant pas encore eu un début d'exécution dans la mesure où elles n'ont aucune répercussion fâcheuse sur les futures communes.

A cet égard, je souligne qu'il faut dans chaque cas, lors de l'appréciation de ces initiatives, considérer l'importance probable de la commune concernée dans la nouvelle entité et la probabilité pour la commune en question qu'elle devienne commune-centre de la nouvelle entité.

Il est, en outre, indispensable de tenir compte du niveau et de l'urgence de l'investissement.



J. MICHEL

Brussel, 3/4/1975.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

De Minister.

Aan de Heren Provinciegouverneurs
Voor kennisgeving

Aan de Heren Provinciale gedeputeerden

Aan de Heren Arrondissementscommissarissen

Aan de Heren Burgemeesters en Schepenen

Betreft : Samenvoeging van gemeenten - gemeentelijke investeringen.

Mijnheer de Gouverneur,

Bij mijn omzendbrief van 6 november 1974, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 26 november 1974, heb ik er uw aandacht op gevestigd dat de gemeenten zeer voorzichtig behoren te zijn bij hun initiatieven en beslissingen die de organisatie, de financiële toestand en de goede werking van de toekomstige gemeenten zouden kunnen hinderen of schaden.

Ten aanzien van de investeringen, zoals nieuwe bouwwerken en grote uitbreidings- of verbeteringswerken, is gebleken dat in enkele gevallen de toepassing van mijn onderrichting niet overeenkomt met het doel dat ermee nagestreefd wordt.

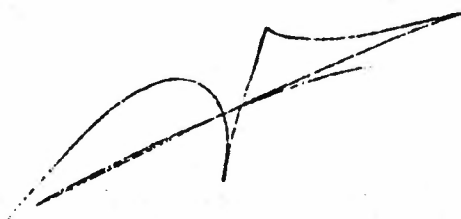
De bedoeling is namelijk niet de investeringen van de gemeenten volledig stil te leggen, maar wel nieuwe initiatieven en initiatieven die, met inachtneming van de desbetreffende administratieve regelen, nog geen enkel begin van uitvoering gekregen hebben slechts toe te laten voor zoverre ze geen nadelige invloed op de toekomstige gemeenten kunnen hebben.

Dienaangaande wijs ik erop dat bij de beoordeling van dergelijke initiatieven in ieder geval dient nagegaan te worden hoe belangrijk de betrokken gemeente waarschijnlijk zal zijn in de nieuwe entiteit en in welke mate de kwestieuze gemeente kans maakt kerngemeente te worden.

./.

Daarenboven moet ook rekening gehouden worden met de graad van dringendheid van de investering.

De Minister,

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

J. MICHEL.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

LR.

Bruxelles, le 10 10 1955

Direction générale de la
Gestion financière des Institutions
régionales et locales

Ie Inspection générale
Ie Direction

A Messieurs les Gouverneurs de
province :

POUR INFORMATION :

A Messieurs les Députés permanents

N° 857 DG.-

OBJET : Règlements fiscaux communaux. Suppression.

Monsieur le Gouverneur ,

Les différents arrêtés de déconcentration vous ont délégué un très large pouvoir d'approbation en matière de règlements fiscaux communaux. Ce pouvoir comporte également l'approbation de la suppression ou de la réduction des impositions communales.

A la veille des fusions de communes qui s'étendront à l'ensemble du territoire, je vous invite à faire preuve de la plus grande circonspection en cas de suppression ou de réduction d'impositions communales.

Il ne s'agit plus seulement, en appréciant de telles délibérations communales, de considérer la seule situation financière des communes elles-mêmes; il faut également veiller à sauvegarder les intérêts de la nouvelle entité à créer.

Je vous saurais notamment gré de ne pas accorder votre approbation aux délibérations de conseils communaux qui tendent à supprimer ou à réduire les centimes additionnels au précompte immobilier ou la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

LE MINISTRE ,

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

Brussel,

Algemene Directie van het financieel
beleid van de regionale en lokale
instellingen
1ste Algemene Inspectie
1ste Directie

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Ter kennisgeving aan :
de heren Bestendige Afgevaardigden.

Onze refertes :
nr 857/A.D.

Betreft : Gemeentelijke belastingverordeningen - Afschaffing.

Mijnheer de Gouverneur,

Door de verschillende deconcentratiebesluiten werd U een zeer ruime goedkeuringsbevoegdheid inzake gemeentelijke belastingverordeningen opgedragen. Die bevoegdheid impliceert ook de goedkeuring van de afschaffing of vermindering van gemeentelijke belastingen.

Aan de vooravond van de samenvoegingen van gemeenten, die het ganse grondgebied bestrijken, nodig ik U uit tot de grootste voorzichtigheid ten aanzien van de afschaffing of de vermindering van gemeentebelastingen.

Bij de beoordeling van dergelijke gemeenteraadsbeslissingen mag niet louter meer op de financiële toestand van de gemeenten zelf worden gelet doch moeten tevens de belangen van de nieuwe op te richten entiteit worden gevrijwaard.

Inzonderheid zou ik U dank weten uwe goedkeuring te onthouden aan gemeenteraadsbeslissingen die opcentiemen op de onroerende voorheffing of de aanvullende belasting op de personenbelasting mochten verminderen of afschaffen.

De Minister,

J. MICHEL.

1

Annexe: 7

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Bruxelles, le 10 octobre 1975.

Le Ministre.

9/ /430

A Messieurs les Gouverneurs de Province

Pour information à Messieurs les
Commissaires d'arrondissement.

Monsieur le Gouverneur,

Je ne puis tolérer que la restructuration des entités communales, dont le projet de loi de ratification est introduit auprès des Chambres Législatives, soit mise en danger par l'opposition de quelques mandataires communaux dans certaines communes. Cela ne peut avoir que des conséquences néfastes pour la population même des futures communes.

C'est la raison pour laquelle je vous prie de me désigner le 1er et le 15 de chaque mois les communes où une ou plusieurs obligations légales, réglementaires et/ ou administratives ne seraient plus accomplies et de me préciser clairement pour chaque cas quelles sont les obligations concernées.

Vous avez par la même occasion à me communiquer les mesures que vous avez prises chaque fois que les autorités communales ont refusé d'exécuter leur devoir.

Le Ministre,

J. MICHEL.

Brussel, 10 oktober 1975.

MINISTERIE VAN DIERENLANDSE ZAKEN

Bijlage 7De Minister

9/CH/430

Aan de Heren Provinciegouverneur,
ter kennisgeving aan de Heren
Arrondissementscommissarissen.

Mijnheer de Gouverneur,

Ik kan niet dulden dat de herstructurering van de gemeentelijke entiteiten, waarvoor het ontwerp van bekrachtigingswet bij de Wetgevende Kamers is ingediend, door de tegenwerking van sommige gemeentelijke mandatarissen in bepaalde gemeenten in gevaar gebracht wordt. Zulks kan enkel uitvallen ten nadele van de bevolking zelf van de toekomstige gemeenten.

U gelieve mij daarom de eerste en de vijftiende van iedere maand de opgave te bezorgen van de gemeenten waar een of meer wettelijke, reglementaire en/of administratieve verplichtingen niet meer zouden vervuld worden en mij voor ieder geval de bewuste verplichtingen duidelijk aangeven.

U dient mij tevens mee te delen welke maatregelen U genomen heeft telkens gemeentelijke overheden weigeren hun plicht na te komen.

De Minister,

J. MICHEL.

MINISTRE DE L'INTERIEUR.

Direction générale des Institutions
régionales et locales.

BRUXELLES, le

A Messieurs les Gouverneurs
de Province.

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Députés
permanents.

A Messieurs les Commissaires
d'Arrondissement.

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres
et Echevins.

Nos références :

N° R.L.I./II/504.55.

OBJET : Conseils communaux : Délibérations avec effet direct ou indirect
après le 1er janvier 1977.

Monsieur le Gouverneur,

Au début de l'année au cours de laquelle se déroulent les élections communales, mes honorables prédécesseurs ont constamment insisté sur le fait que la plus grande prudence devait être respectée lors de la prise de décisions. Cette directive se justifie particulièrement cette année du fait que, suite à la loi du 30 décembre 1975, portant ratification des fusions de communes, le renouvellement des conseils communaux coïncidera avec l'apparition effective de nombreuses nouvelles communes.

Mes circulaires des 8 novembre 1974 et 3 avril 1975 ont déjà attiré votre attention sur le fait que toute décision pouvant porter préjudice aux nouvelles communes devait être évitée.

Malgré ces instructions, il semble que des pratiques intolérables, contraires à toute gestion saine et néfastes pour la communauté actuelle et future se manifestent dans certaines communes. Je ne vise pas seulement la dilapidation calculée d'éventuels bonis des exercices antérieurs et les mises en disponibilité irréfléchies de membres du personnel mais également le démantèlement systématique du patrimoine communal par la vente fragmentée des biens. Dans ce dernier cas, on s'efforce de réduire l'importance de chaque dossier afin de limiter au maximum la tutelle administrative.

Pour mettre fin à de telles pratiques, il convient de ne pas approuver ou, le cas échéant, d'annuler les décisions que l'examen du dossier ferait apparaître comme contraires à l'intérêt général, notamment en raison de leur incidence financière.

Afin de permettre à l'autorité de tutelle d'exercer un contrôle effectif et efficace, je vous invite, Monsieur le Gouverneur, à transmettre sans tarder à ladite autorité les délibérations prises in extremis ainsi que celles par lesquelles le conseil communal engage la commune dans des réalisations nouvelles.

D'autre part, il faut statuer sur les budgets communaux pour 1977 à la date fixée par l'article 139 bis de la loi communale afin que l'on puisse disposer, en temps voulu, des crédits d'imputation indispensables. Les conseils communaux actuels doivent en outre déterminer, par voie de règlements fiscaux, les ressources indispensables pour assurer, dès le début de l'exercice, le paiement des dépenses d'administration générale. La fixation et l'approbation des impôts communaux à un niveau inférieur à celui de l'année précédente ne satisfait en principe pas à cette condition.

J'insiste pour que le budget de 1977 soit accompagné d'un rapport circonstancié traitant de tous les aspects de la gestion locale, et comprenant un inventaire des moyens financiers, matériels et du personnel disponibles ainsi que des prévisions partiellement ou non réalisées.

Les nouvelles administrations disposeront ainsi de l'information adéquate nécessaire pour examiner les propositions de budget des anciennes communes, les fondre en un ensemble et prendre toutes les mesures ultérieures qu'elles jugeront nécessaires.

Il y a lieu de veiller attentivement au respect strict de cette directive et d'intervenir chaque fois que vous l'estimerez nécessaire.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir publier le plus tôt possible les présentes instructions au Mémorial administratif de votre province.

LE MINISTRE,

J. MICHEL.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

1000 Brussel,

Algemene Directie van de regionale
en lokale Instellingen.

Aan de Heren Provinciegouverneurs

Voor kennisgeving :

Aan de Dames en Heren Leden van de bestendige
deputaties

Aan de Heren Arrondissementscommissarissen

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen.

Onze Ref.
R.L.I./II/504.55

BETREFT : Gemeenteraadsbeslissingen met rechtstreekse of onrechtstreekse uitwerking na 1 januari 1977.

Mijnheer de Gouverneur,

In het begin van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen hebben mijn geachte voorgangers nocit nagelaten bij de gemeentebesturen aan te dringen op voorzichtigheid bij het nemen van beslissingen. Dit jaar is dergelijke aansporing des te meer verantwoord, daar tengevolge van de wet van 30 december 1975 tot bekrachtiging van de samenvoegingen van gemeenten de hernieuwing van de gemeenteraden samenvalt met het daadwerkelijk ontstaan van talrijke nieuwe gemeenten.

Bij mijn circulaires van 8 november 1974 en 3 april 1975 heb ik uw aandacht reeds erop gevestigd dat alle beslissingen moeten verneden worden die de nieuwe gemeenten kunnen hinderen of schaden.

Niettegenstaande die onderrichtingen zouden er in enkele gemeenten onduidbare praktijken plaatshebben, welke tegen ieder gezond beheer indruisen en in feite het belang van de tegenwoordige en toekomstige gemeenschap schaden. Ik bedoel niet alleen de berekende verspilling van eventuele overschotten van de vorige dienstjaren en de onbezonnen indisponibiliteitstelling van personeelsleden maar ook de systematische aftakeling van het gemeentelijk patrimonium door het broksgewijs verkopen van eigendom. In dit laatste geval wordt er nauw op gelet de waarde van ieder dossier zo laag te houden dat het administratief toezicht tot het minimum beperkt wordt.

Om aan soortgelijke handelingen een einde te stellen, is het geboden de beslissingen waarentrent uit het desbetreffend onderzoek blijkt dat ze strijdig zijn met het algemeen belang, inzonderheid wegens hun financiële woerslag, niet goed te keuren of, in voorkomend geval, te vernietigen.

Om een werkelijke en doeltreffende voorzorg te verzekeren, verzoeke ik U, Mijnheer de Gouverneur, de in extrenis genomen beslissingen alsmede dit, waardoor de gemeenteraad de gemeente tot nieuwe verwezenlijkingen verplicht, onverwijld aan de bevoegde overheid te bezorgen.

Anderzijds dienen de gemeentebegrotingen voor 1977 op de bij artikel 139 bis van de gemeentewet vastgestelde datum aangenomen te worden zodat te gelegener tijd over de noodzakelijke aanrekeningskredieten kan beschikt worden. De tegenwoordige gemeenteraden dienen tevens bij wege van belastingverordeningen de inkomsten te bepalen die onontbeerlijk zijn en, zodra het dienstjaar begint, de betaling van de uitgaven van algemeen bestuur veilig te stellen. De vaststelling en goedkeuring van gemeentelijke belastingen op een lager niveau dan het vorige jaar strekt in beginsel niet met die voorwaarde.

Ik sta er op dat de begroting voor 1977 vergezeld gaat van een omstandig verslag over alle facetten van het plaatselijk beleid, met inbegrip van een inventaris van de beschikbare financiële, materiële en menselijke middelen en van de slechts gedeeltelijk of nog niet verwezenlijkte vooruitzichten voor de toekomst.

Aldus zullen de nieuwe besturen over aangepaste informatie beschikken om met kennis van zaken de begrotingsvoorstellen van de vroegere gemeenten te beoordelan, ze samen te ordenen tot een geheel en alle maatregelen te treffen welke ze vervolgens nodig achten.

Ik verzoeke U, Mijnheer de Gouverneur, nauwlettend toe te kijken op de stipte naleving van deze onderrichting en telkens het nodig blijkt in te grijpen.

U gelieve deze omzendbrief onverwijld te publiceren in het provincieblad.

DE MINISTER,

J. MICHEL.

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDER-
LANDSE CULTUUR, MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOE-
DING EN FRANSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN BINNEN-
LANDSE ZAKEN**

20 APRIL 1976. — Omzendbrief betreffende gemeenteraadsbeslissingen met rechtstreekse of onrechtstreekse uitwerking na 1 januari 1977. — Gemeentelijk onderwijs

Aan de Heren provinciegouverneurs;

Voor kennisgeving :

Aan de Dames en Heren leden van de bestendige deputaties:

Aan de Heren arrondissementscommissarissen;

Aan de Dames en Heren burgemeesters en schepenen.

Mijnheer de gouverneur,

In aansluiting met de omzendbrief van 17 maart 1976 (Belgisch Staatsblad 26 maart 1976), wijzen wij u erop dat geen beslissingen tot overdracht van gemeentelijke onderwijsinrichtingen vatbaar zijn voor goedkeuring, behalve de overdrachten van gemeentelijke lagere scholen naar gemeenten die ingevolge de wet van 30 december 1975, houdende samenvoeging van gemeenten, deel zullen uitmaken van dezelfde nieuwe gemeentelijke entiteit.

Het is dus uitgesloten dat men zou overgaan tot de overdracht van gemeentescholen tussen gemeenten die niet betrokken zijn bij dezelfde samenvoeging.

De beslissingen tot opheffing van gemeentescholen zullen eveneens nauwlettend moeten worden onderzocht of ze niet strijdig zijn met het algemeen belang.

U gelieve deze omzendbrief onverwijld te publiceren in het provincieblad.

Brussel, 20 april 1976.

De Minister
van Binnenlandse Zaken.
J. Michel.

De Minister
van Nationale Opvoeding,
Herman De Croo.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Belgisch instituut voor normalisatie. — Publikaties ter kritiek

Het Belgisch instituut voor normalisatie (BIN) publiceert ter kritiek de in de hiernavolgende lijst vermelde Belgische normontwerpen.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA
CULTURE FRANÇAISE, MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE ET
MINISTERE DE L'INTERIEUR**

20 AVRIL 1976. — Circulaire concernant les délibérations des conseils communaux avec effet direct ou indirect après le 1^{er} janvier 1977. — Enseignement communal

A Messieurs les gouverneurs de province:

For information :

A Mesdames et Messieurs les députés permanents:

A Messieurs les commissaires d'arrondissement;

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres et échevins.

Monsieur le gouverneur,

Nous référant à la circulaire du 17 mars 1976 (Moniteur belge 26 mars 1976), nous vous signalons qu'aucune délibération transférant des établissements scolaires communaux ne peut être approuvée, à l'exception des transferts d'écoles primaires communales à des communes qui, par suite de la loi du 30 décembre 1975, portant fusion des communes, feront partie de la même entité communale nouvelle.

Il est donc exclu qu'on puisse transférer des écoles communales entre communes ne faisant pas partie de la même commune fusionnée.

Il faudra également vérifier si les délibérations supprimant des écoles communales ne sont pas contraires à l'intérêt général.

Je vous prie de bien vouloir publier le plus tôt possible les présentes instructions au mémorial administratif de votre province.

Bruxelles, le 20 avril 1976.

Le Ministre
de l'Intérieur,
J. Michel.

Le Ministre
de l'Education nationale,
Herman De Croo

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Institut belge de normalisation. — Enquêtes publiques

L'Institut belge de normalisation (IBN) met à l'enquête publique les projets de normes belges dont liste ci-après.